

Perspectives économiques régionales

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

SUPPLÉMENT

Octobre 2005



Études économiques et financières

Perspectives économiques régionales

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

SUPPLÉMENT

Octobre 2005



Fonds monétaire international

©2005 Fonds monétaire international

Édition anglaise

Production : Division des services multimédias, TGS
Conception artistique : Luisa Menjivar
Couverture, graphiques et composition : Wendy Arnold

Édition française

Division française, Services linguistiques, TGS
Traduction : Hervé Bloch
Correction & PAO : Van Tran et Anne Rousseau

Données CIP

Perspectives économiques régionales (Fonds monétaire international)
Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne — Supplément
[Washington, D.C.] : Fonds monétaire international, 2005

p. cm. — (Études économiques et financières, 0258-7440)
Comprend une bibliographie.
ISBN 1-58906-489-5

1. Afrique subsaharienne — Situation économique. 2. Afrique
subsaharienne — Situation économique — Statistiques. I. Fonds
monétaire international.
HC800.R35 2005

Prix : 42 dollars EU
(35 dollars EU pour les enseignants
et les étudiants de l'enseignement supérieur)

Les commandes doivent être adressées à :
International Monetary Fund, Publication Services
700 19th Street, N.W., Washington, DC 20431 (U.S.A.)
Téléphone : (202) 623-7430 • Télécopie : (202) 623-7201
Messagerie électronique : publications@imf.org
Internet : <http://www.imf.org>



Imprimé sur papier recyclé



TABLE DES MATIÈRES

Préface	v
Chapitre I. Aperçu général	1
Chapitre II. Évolution observée en 2005	3
Volume d'aide et recettes	6
Pays producteurs de pétrole	7
Pays importateurs de pétrole	11
Évolution des marchés du coton et des textiles	14
Chapitre III. Perspectives pour 2006	19
Appendice	21
Tableau A1. Pays importateurs de pétrole (Afrique subsaharienne) : répercussions de la hausse du cours du pétrole sur le solde courant	21
Appendice statistique	23
Données et conventions	23
Liste des tableaux statistiques	24
Bibliographie	50
Encadrés	
2.1 La croissance au profit des pauvres en Afrique	5
2.2 Volume d'aide à l'Afrique	8
2.3 Nigéria : un cadre de gestion macroéconomique renforcé	9
2.4 L'érosion des préférences pour l'Afrique et le cycle de Doha	17
Tableaux	
2.1 Afrique subsaharienne : principaux indicateurs, 2002–06	3
2.2 Exportations de textiles et de vêtements vers les États-Unis, par région/pays	15
2.3 Importations aux États-Unis de textiles et de vêtements en provenance de divers pays africains (phase IV)	16
Graphiques	
2.1 Inflation, 2000–06	7
2.2 Taux de change nominal de quelques pays africains	10
2.3 Intensité énergétique : consommation totale d'énergie primaire par dollar de PIB	11
2.4 Pays importateurs de pétrole : impact pétrolier et variation du solde courant, 2005	12
2.5 Pays importateurs de pétrole : taux de change effectifs nominaux, septembre 2004–juin 2005	13
2.6 Cours mensuel mondial du coton	14

Les conventions suivantes sont utilisées dans la présente étude :

- ... indique que les données ne sont pas disponibles ou pas pertinentes;
- indique que le chiffre est égal à zéro ou qu'il est négligeable;
- entre des années ou des mois (par exemple 2003–04 ou janvier–juin) indique la période couverte, de la première à la dernière année ou du premier au dernier mois indiqué inclusivement;
- / entre deux années (par exemple 2003/04) indique un exercice budgétaire (financier).

Par «billion», il faut entendre mille milliards.

Par «point de base», on entend un centième de point (de pourcentage). Ainsi 25 points de base équivalent à $\frac{1}{4}$ de point (de pourcentage).

Les chiffres ayant été arrondis, il se peut que les totaux ne correspondent pas exactement à la somme de leurs composantes.

* * *

Dans la présente étude, le terme «pays» ne se rapporte pas nécessairement à une entité territoriale constituant un État au sens où l'entendent le droit et les usages internationaux. Il s'applique également à un certain nombre d'entités territoriales qui ne sont pas des États, mais qui peuvent être considérées comme des économies distinctes aux fins de l'analyse économique et de l'établissement des statistiques.



PRÉFACE

Le présent rapport a été rédigé par la branche Stratégie du Département Afrique du Fonds monétaire international, sous la direction d'Anupam Basu, Directeur adjoint. La coordination des travaux a été assurée par Sanjeev Gupta, avec le concours substantiel de Robert Powell et Yongzheng Yang. Y ont également contribué Ulrich Bartsch, Kevin Carey, Behrouz Guerami, Catherine Pattillo, Scott Rogers et Smita Wagh. Les tableaux statistiques et les graphiques ont été élaborés sous la responsabilité de Gretchen Byrne et Vera Da Luz. Elisa Diehl était chargée de la préparation de la version anglaise du document, dont la production a été assurée par Suresh Gulati et Ramatu Kabia. James McEuen, du Département des relations extérieures, a revu le manuscrit anglais et coordonné la production de la version imprimée.

Le rapport a bénéficié des observations des services du Département Afrique et d'autres départements du FMI. Les opinions qui y sont exprimées sont celles des auteurs et ne rendent pas nécessairement compte des avis du FMI ou de ses administrateurs. Le rapport est basé sur les données disponibles à la date du 1^{er} septembre 2005.

La croissance demeure vigoureuse dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne malgré la dégradation persistante des termes de l'échange des pays importateurs de pétrole¹. Étant donné la diminution de la demande d'importations dans les pays avancés, le rythme de la progression moyenne du PIB réel devrait légèrement fléchir en 2005 par rapport au taux élevé enregistré en 2004. Cela dit, le ralentissement de 2005 est essentiellement imputable à la décélération de la croissance des pays producteurs de pétrole après l'augmentation exceptionnelle de la capacité de production pétrolière en 2003 et 2004, au Nigéria en particulier; les pays non producteurs de pétrole devraient enregistrer un taux de croissance d'environ 4,5 % en moyenne, semblable à celui observé en 2004. On s'attend néanmoins à une hausse du nombre de pays affichant un taux de croissance supérieur à 5 % et à une baisse du nombre de pays ayant une croissance inférieure à 2 %. La progression du PIB réel devrait rebondir à 5,3 % en 2006. Le rythme de croissance de l'Afrique subsaharienne reste cependant en deçà des niveaux observés dans les autres régions en développement et demeure, dans la plupart des cas, insuffisant pour atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) concernant le recul de la pauvreté, mesurée par le revenu par habitant.

Le taux d'inflation moyen a légèrement augmenté en Afrique subsaharienne; il se situera, d'après les projections, à 9,9 % en 2005, mais devrait tomber à 8,3 % en moyenne en 2006. Beaucoup de pays, les importateurs nets de pétrole notamment, ont éprouvé des difficultés particulières à contenir la pression inflationniste cette

année du fait que les cours du pétrole ont poursuivi leur hausse en 2005, en raison de la demande mondiale toujours soutenue et d'une augmentation moindre que prévu de l'offre des pays non membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole).

La dégradation des termes de l'échange des pays importateurs de pétrole se poursuit. Dans certains pays non producteurs, la montée des cours mondiaux des boissons et de certains métaux permet de compenser l'effet de l'envolée des cours du pétrole. Par ailleurs, après l'effondrement enregistré en 2004, le cours du coton s'est quelque peu redressé au premier semestre de 2005 en raison du déclin prévu de la production mondiale. Cela dit, les cours des denrées alimentaires et des matières premières agricoles ont baissé en 2005, après une forte poussée en 2004. Le raffermissement du dollar EU par rapport à l'euro a entraîné une hausse des prix des importations dans les pays de la zone CFA. Qui plus est, les récoltes ont souffert d'une invasion de criquets migrateurs dans la région du Sahel et de sécheresses en Afrique australe.

Il est de plus en plus difficile pour les pays d'Afrique subsaharienne de mettre en œuvre les politiques appropriées pour absorber les chocs externes. Les soldes extérieurs et intérieurs se détériorent dans les pays importateurs de pétrole et s'améliorent dans les pays exportateurs. L'accumulation de réserves de change peut constituer pour ces derniers une solution adéquate qui permettrait à l'économie de s'adapter progressivement à ce qui pourrait être une hausse durable des cours du pétrole. La marge d'augmentation, possible ou nécessaire, des dépenses publiques

¹Ce supplément est une mise à jour du chapitre consacré aux évolutions récentes dans l'édition de mai 2005 des *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne* (voir FMI, 2005). On entend par Afrique subsaharienne les pays relevant du Département Afrique du FMI; en sont donc exclus Djibouti, la Mauritanie et le Soudan, qui sont compris dans les chiffres globaux pour l'Afrique subsaharienne des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI. L'appendice statistique contient des informations sur les 42 pays qui la composent; la base de données ne couvre ni l'Érythrée ni le Libéria en raison de l'insuffisance des données les concernant.

est fonction de la situation de chaque pays. Il demeure important que tous les pays de la région veillent à ce que l'augmentation des prix pétroliers soit intégralement répercutée sur les consommateurs. Les pays importateurs de pétrole devront parer à toute pression budgétaire naissante par la compression des dépenses non prioritaires, l'élargissement de l'assiette des recettes et, si possible, l'assouplissement du régime de change. Tout accroissement substantiel des ressources extérieures fournies par la communauté des bailleurs de fonds, sous forme d'aide ou d'allègement de la dette, doit être intégré dans un

cadre stratégique solide pour favoriser sa bonne absorption. Dans le même temps, les pays doivent rester vigilants et prêts à faire face à toute nouvelle tension de l'offre dans différents secteurs, ou à une dégradation de la compétitivité. Une forte composante d'importations dans les dépenses publiques supplémentaires, une hausse des dépenses ciblée sur les infrastructures pour stimuler la productivité et remédier aux goulets d'étranglement et la poursuite de la libéralisation des échanges commerciaux permettraient d'atténuer les pressions en faveur d'une appréciation du taux de change réel.

Une baisse du taux de croissance de la production chez certains pays producteurs de pétrole devrait freiner la progression du PIB réel en Afrique subsaharienne en 2005, qui avait atteint son taux le plus élevé depuis huit ans en 2004 (tableau 2.1). En Guinée équatoriale et au Tchad, la production pétrolière, après une hausse exceptionnelle en 2004, a ralenti cette année; au Nigéria, elle n'augmentera apparemment que de 3,9 % en 2005, contre 6 % en 2004. Les résultats demeurent toutefois encourageants dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne; l'augmentation du PIB réel des

pays non producteurs de pétrole va vraisemblablement se maintenir à 4,5 % en 2005. Abstraction faite de l'Afrique du Sud et du Nigéria, la production moyenne augmenterait de 5 % en 2005, et le PIB réel par habitant de 2,6 % en moyenne¹. La croissance réelle de Afrique subsaharienne n'atteint cependant pas encore les niveaux observés dans d'autres régions en développement. Qui plus est, dans cinq pays (Comores, Côte d'Ivoire, Gabon, République Centrafricaine et Zimbabwe), le taux de croissance est resté inférieur à 3 % au cours des quatre dernières années, et le PIB par habitant continue de reculer.

¹L'Afrique du Sud et le Nigéria représentent ensemble plus de la moitié du PIB de l'Afrique subsaharienne (voir l'appendice statistique).

Tableau 2.1. Afrique subsaharienne : principaux indicateurs, 2002–06¹

	2002	2003	2004	Projections actuelles	
				2005	2006
				<i>(Croissance annuelle, en pourcentage)</i>	
PIB réel	3,4	4,1	5,3	4,6	5,3
<i>Dont</i> : Pays producteurs de pétrole	3,8	8,1	8,2	4,7	8,1
Pays non producteurs de pétrole	3,3	2,9	4,5	4,5	4,5
PIB réel non pétrolier	4,0	3,4	4,9	4,7	5,0
Prix à la consommation (moyenne)	12,1	13,4	9,4	9,9	8,3
<i>Dont</i> : Pays producteurs de pétrole	18,7	17,0	12,7	11,8	6,2
PIB par habitant	1,4	2,1	3,4	2,6	3,4
				<i>(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)</i>	
Exportations de biens et services	32,6	33,8	35,9	38,5	40,2
Importations de biens et services	33,2	33,7	34,7	36,6	36,3
Épargne intérieure brute	15,3	17,7	19,8	20,1	21,4
Investissement intérieur brut	16,5	18,3	18,8	18,7	18,8
Solde budgétaire (dons compris)	-2,8	-2,2	-0,4	0,5	2,3
<i>Dont</i> : Dons	1,1	1,1	1,0	1,1	0,9
Compte des transactions courantes (dons compris)	-3,5	-2,8	-1,9	-0,7	0,8
<i>Dont</i> : Pays producteurs de pétrole	-9,0	-3,8	2,3	7,7	12,2
Termes de l'échange (variation en %)	1,0	0,9	2,6	5,1	2,9
<i>Dont</i> : Pays producteurs de pétrole	3,6	0,5	11,5	23,4	7,8
Pays non producteurs de pétrole	—	1,1	-0,7	-3,5	-0,9
<i>Pour mémoire</i>					
Hausse des exportations dans les pays avancés (%)	2,6	4,1	8,7	5,3	5,9
Prix du pétrole (dollars EU le baril)	25,0	28,9	37,8	54,2	61,8
Croissance réelle du PIB dans d'autres régions					
Pays en développement d'Asie	6,6	8,1	8,2	7,8	7,4
Moyen-Orient	4,2	6,3	5,4	5,4	5,0
Communauté des États indépendants	5,3	7,9	8,4	6,0	5,7

Sources : FMI, base de données du Département Afrique et base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*.

Note : données au 1^{er} septembre 2005.

¹Moyenne arithmétique des données de chaque pays, pondérée par le PIB.

Malgré la persistance de factures pétrolières élevées, on prévoit une progression supérieure à 5 % de la production dans plus d'un tiers des pays non producteurs de pétrole de l'Afrique subsaharienne en 2005. L'Éthiopie, le Mozambique et la Sierra Leone devraient enregistrer une croissance supérieure à 7 %, tandis que celle de la République démocratique du Congo, du Ghana, de l'Ouganda et de la Tanzanie resterait dynamique. Il semblerait que, grâce à la mise en place durable de cadres stratégiques solides² dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, les accélérations de la croissance ont été soutenues. En Afrique du Sud, la ferme confiance des consommateurs et des investisseurs permet de penser que le rythme de progression du PIB atteindra 4,3 % environ en 2005. La reprise économique se poursuit dans plusieurs pays sortant d'un conflit. Le rebond de l'activité économique a continué au Burundi en 2005, et la croissance est demeurée vigoureuse en République démocratique du Congo. Dans deux pays de la région (Seychelles et Zimbabwe), la production devrait fléchir à nouveau en 2005; au Lesotho, on s'attend à un repli de la croissance à 0,8 %, en raison de la suppression des contingents textiles et du déclin de la production agricole (voir plus loin).

Le redressement de la croissance dans la région est propice à la lutte contre la pauvreté. Les données montrent que la hausse des taux de croissance du PIB par habitant enregistrée en Afrique subsaharienne ces dernières années a été fortement corrélée avec le recul de la pauvreté (encadré 2.1). Si le développement des services sociaux essentiels est important, l'investissement dans l'infrastructure, qui peut avoir un effet plus immédiat sur la hausse du PIB réel, profite également aux pauvres puisqu'il relève la productivité du secteur rural et de l'agriculture. Les études confirment le rôle productif de différents types

d'infrastructure dans les pays à faible revenu. Canning et Bennathan (2000) ont observé des taux de réaction élevés de la production à l'infrastructure, mais aussi de fortes complémentarités entre différentes composantes des dépenses d'investissement. Les études observent par ailleurs que l'investissement public a généralement pour effet d'attirer l'investissement privé en Afrique subsaharienne³. Le degré de développement de l'infrastructure y est inférieur à celui d'autres pays à faible revenu, et de nombreux pays de la région affichent un retard considérable par rapport à Maurice, le numéro un régional (Calderon and Serven, 2004).

Malgré une décélération dans plusieurs pays producteurs de pétrole en 2005, la hausse de la production demeure vigoureuse par référence au passé⁴. La production pétrolière et gazière devrait rester stable au Nigéria en 2005, mais la production de pétrole devrait s'accroître en Angola, en République du Congo et au Tchad, du fait des nouveaux champs pétrolifères. La progression du PIB réel nigérian va selon toute probabilité remonter à 4,9 % en 2006 suite à la mise en exploitation d'un immense gisement pétrolier offshore et de l'agrandissement de l'usine de gaz naturel liquéfié.

Les résultats économiques de l'Afrique subsaharienne ont souffert des mauvaises récoltes dans la région du Sahel et dans plusieurs pays de l'Afrique orientale et australe en 2004. Une baisse de la production alimentaire est donc attendue cette année au Burundi, au Malawi, au Mali, au Mozambique, au Niger, au Swaziland et au Tchad. Sous l'effet conjugué de la sécheresse et de l'incidence du VIH/sida, la production agricole a chuté au Lesotho, son fléchissement au Zimbabwe étant essentiellement dû aux bouleversements associés à la transformation du régime foncier et à une possible sécheresse. Dans certains pays, les taux de préva-

²Voir FMI (2005, chapitre 4).

³Voir, par exemple, Greene and Villanueva (1991) et Hadjimichael and Ghura (1995).

⁴Les pays producteurs de pétrole sont l'Angola, le Cameroun, la République du Congo, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée équatoriale, le Nigéria et le Tchad. À São Tomé-et-Príncipe, pays inclus dans les producteurs de pétrole des tableaux figurant à l'appendice statistique à des fins de consolidation, la production ne devrait pas débiter avant 2012 environ, même si le versement des primes à la signature des contrats commence en 2005. À ce stade, le pays est donc importateur net de pétrole.

Encadré 2.1. La croissance au profit des pauvres en Afrique¹

Plusieurs études nationales ont récemment analysé l'effet de la croissance sur la pauvreté. Elles ont abouti à la conclusion que la croissance est fortement corrélée à la résorption de la pauvreté : dans l'ensemble, la pauvreté recule davantage dans les pays qui affichent une croissance dynamique, à long terme notamment².

L'élasticité de la pauvreté par rapport à la croissance — c'est-à-dire le pourcentage de variation de l'indice de pauvreté pour une variation de 1 % du taux de croissance — a été estimée à -1,7 en moyenne. Cette estimation se fonde sur les chiffres nationaux concernant les périodes de croissance de douze pays en développement entre le début des années 90 et le début des années 2000. Au Ghana, en Ouganda et au Sénégal, l'élasticité est de -1, mais elle est égale à -2 au Burkina Faso. Cet écart est imputable à l'évolution différente de l'inégalité, dont il est tenu compte dans l'évaluation du recul de la pauvreté. Par exemple, la décomposition des résultats enregistrés dans la lutte contre la pauvreté montre que, si l'inégalité n'avait pas augmenté en Ouganda entre 1992 et 2002, l'incidence de la pauvreté aurait été inférieure de 8 points au niveau effectivement enregistré. Cela dit, grâce à une croissance vigoureuse, elle a tout de même diminué de 18 points au cours de cette période. À l'inverse,

le niveau de pauvreté au Burkina Faso a diminué de près de 5 points de plus qu'il ne l'aurait fait du seul fait de la croissance entre 1994 et 2003, parce que l'inégalité a également reculé. Les chiffres de la Banque mondiale (en dollars par jour), qui couvrent une période plus longue (1981–2001) et un plus grand nombre de pays, font également apparaître des variations considérables d'un pays à l'autre en termes de réduction de la pauvreté (voir la partie gauche du graphique).

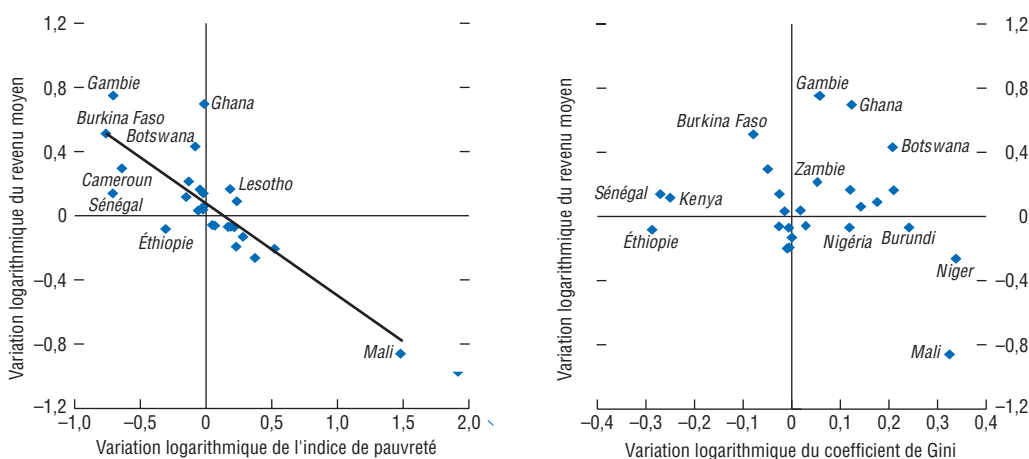
L'inégalité n'a pas tendance à s'accroître lorsque le taux de la croissance augmente. La partie droite du graphique ci-dessous, qui illustre la hausse des revenus et les variations du coefficient de Gini (mesure standard de l'inégalité) dans les pays de l'Afrique subsaharienne, indique qu'il n'existe pas de relation systématique entre les deux variables.

Les études de cas ont identifié trois éléments moteurs d'une croissance en faveur des pauvres : la croissance dans les zones rurales et agricoles; l'amélioration globale de la capacité de production via l'investissement dans l'infrastructure; et les apports d'aide. Cela s'explique par le fait que les pauvres tirent leur subsistance de l'agriculture, que l'aide complète les ressources consacrées à la prestation de services sociaux essentiels et que l'investissement dans l'infrastructure rehausse le potentiel de production de l'économie. Or, de nombreux pays de l'Afrique subsaharienne ont négligé les investissements dans l'infrastructure.

¹Voir Pattillo, Gupta, and Carey (2005, à paraître).

²Voir Agence française de développement *et al.* (2005).

Croissance économique et évolution de la pauvreté et de l'inégalité en Afrique subsaharienne, 1981–2001



Sources : calculs des services du FMI; base de données sur le suivi de la pauvreté dans le monde de la Banque mondiale.

Note : Chaque observation est établie à partir des changements entre deux enquêtes auprès des ménages. La longueur et le nombre d'intervalles varient selon les pays. La croissance est calculée à partir de la mesure de la consommation ou du revenu moyens des ménages. Il se peut que ces données diffèrent des données nationales.

lence élevés du VIH/sida n'ont fait qu'obscurcir les perspectives économiques⁵. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, vingt pays de la région ont besoin d'une aide alimentaire en 2005.

La récurrence des pénuries alimentaires en Afrique subsaharienne résulte de l'effet cumulé de chocs défavorables dans des environnements fragiles, aggravés dans certains cas par des conflits et des troubles politiques. Si l'invasion de criquets migrants et la sécheresse qu'a connues le Sahel l'an dernier n'ont pas atteint la même ampleur cette année, elles ont dégradé des terres semi-arides déjà fragilisées. Le risque d'une invasion de criquets demeure élevé au Mali, au Niger et au Tchad⁶. Les pénuries alimentaires sont particulièrement graves au Niger. La communauté internationale, après avoir, dans un premier temps, réagi lentement à la crise, a augmenté son assistance à ce pays. Le gouvernement a pris des mesures en vue de parer aux besoins alimentaires immédiats et aux autres effets de la sécheresse. Par la suite, il faudra que les autorités et la communauté internationale s'emploient à améliorer le système d'irrigation du Niger, car c'est essentiel pour réduire la vulnérabilité du pays aux intempéries. Le Niger devra non seulement remédier aux pénuries alimentaires actuelles, mais aussi se procurer les semences nécessaires pour que la récolte de l'an prochain s'effectue en temps voulu. Les précipitations ont à ce stade été suffisantes en 2005, ce qui permet d'envisager un rebond de la production agricole. Les pays de l'Afrique australe ont également souffert de plusieurs années de faible pluviométrie et, outre les retombées du sida sur la main-d'œuvre agricole (comme noté plus haut), les analystes signalent que des dérèglements sur les marchés des semences et des engrais concourent à la crise.

Les tensions inflationnistes se sont légèrement accentuées en Afrique subsaharienne sous l'effet de la hausse des prix du pétrole et des mauvaises récoltes dans certains pays (graphique 2.1). Elles ont toutefois été dans l'ensemble contenues, et la croissance moyenne de la masse monétaire dans la région a poursuivi sa décélération progressive. Le taux d'inflation moyen a légèrement progressé en raison de la poussée substantielle de l'inflation au Burundi, en République démocratique du Congo et en Guinée. En Afrique de Sud, il est prévu qu'elle augmente en 2005, après avoir atteint son plus bas niveau, en restant dans la fourchette cible (3 %–6 %) de la South African Reserve Bank. Trente pays d'Afrique subsaharienne devraient afficher des taux d'inflation inférieurs à 10 % en 2005, contre 28 pays en 2004. Celui de la Gambie va vraisemblablement reculer de 14 % en 2004 à 5 % cette année. Seuls l'Angola, la République démocratique du Congo, la Guinée et le Zimbabwe prévoient une inflation supérieure à 20 %. Dans les pays de la zone CFA, l'inflation a augmenté en 2005 par rapport aux faibles taux enregistrés en 2004, le franc CFA s'étant apprécié par rapport au dollar; elle devrait néanmoins rester inférieure à 3 %.

Volume d'aide et recettes

Bon nombre de pays d'Afrique subsaharienne continuent de bénéficier d'une aide extérieure, notamment sous forme d'allègement de leur dette. Si le volume d'aide à l'Afrique augmente depuis la conférence de Monterrey en 2002, seule une petite part des apports supplémentaires s'est effectuée sous forme d'aides aux programmes et aux projets (encadré 2.2). Mis à la part l'Afrique du Sud et le Nigéria, les dons officiels, en pourcentage du PIB, devraient passer de 3,1 % du PIB en 2004 à 3,2 % en 2005. La charge

⁵Le nombre de personnes atteintes du VIH en Afrique était de quelque 25 millions à la fin de 2003. Les données concernant les retombées du VIH/sida sur le PIB ou sur le PIB par habitant sont contrastées (Haacker, 2004).

⁶Au Mali, quelque 2,2 millions de personnes (20 % de la population) risquent d'être confrontées à une pénurie alimentaire ou à la famine. Jusqu'à présent, en 2005, les autorités ont supprimé la taxe à la valeur ajoutée (TVA) sur les importations de céréales afin d'atténuer la pression à la hausse sur les prix alimentaires. En 2004, la production agricole a fléchi de 12 % au Niger, ce qui a provoqué des pénuries alimentaires de grande ampleur qui ont touché 2,5 millions de personnes (22 % de la population). Le coût du programme de secours alimentaire mis en place par les autorités est estimé à 22 milliards de francs CFA (43 millions de dollars EU, 1,2 % du PIB) en 2005.

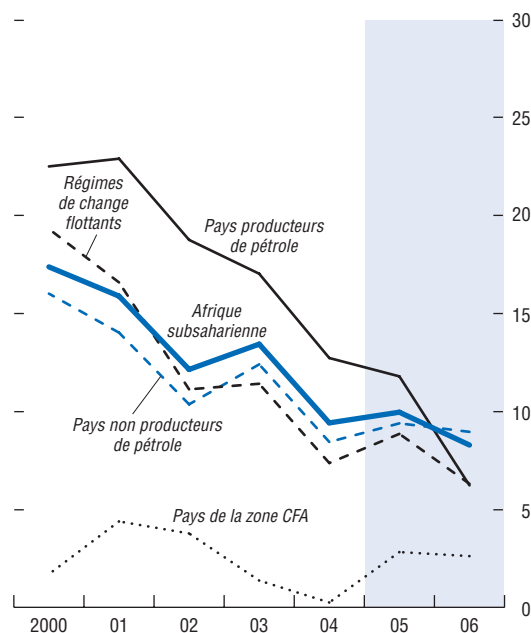
de la dette extérieure a en moyenne continué de baisser en pourcentage du PIB, davantage de pays ayant obtenu un allègement de leur dette dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE)⁷. Dans ceux qui sont parvenus au point d'achèvement de l'initiative PPTE, les dons s'élèveront à 5 % du PIB en moyenne (projections). Onze pays de la région devraient recevoir des dons représentant plus de 7 % du PIB en 2005. On prévoit une hausse des recettes publiques, en pourcentage du PIB, dans 23 pays importateurs de pétrole, ce qui tient dans de nombreux cas à la mise en œuvre progressive de réformes fiscales. Cela permettrait une augmentation globale des dépenses publiques, en pourcentage du PIB, dans 20 pays non producteurs de pétrole, et des ratios recettes/PIB supérieurs à 15 % dans les trois quarts des pays de l'Afrique subsaharienne.

Pays producteurs de pétrole

Une augmentation substantielle de l'excédent courant des pays producteurs de pétrole est prévue en 2005. L'excédent de leur solde extérieur courant (dons compris) devrait en moyenne progresser de 2,3 % du PIB en 2004 à 7,7 % en 2005, étant donné le renforcement de la position extérieure de tous ces pays.

La hausse des recettes a permis aux pays producteurs de pétrole de consolider leur situation financière. Leur excédent budgétaire devrait globalement enregistrer une hausse appréciable, de 4,3 % en 2004 à 7,9 % en 2005. Au Nigéria, malgré la libéralisation du marché pétrolier en aval à la fin de 2003, le transfert de l'augmentation du prix du pétrole aux consommateurs a été limité suite à des grèves de protestation de grande ampleur. L'excédent budgétaire du pays devrait toutefois progresser de 2,3 points pour atteindre 10 % du PIB (encadré 2.3). En Angola, les prix intérieurs des produits pétroliers n'ont pas été ajustés depuis le début de 2005. L'ampleur du déficit budgétaire

Graphique 2.1. Inflation, 2000–06¹
(Pourcentages)



Source : FMI, base de données du Département Afrique.

¹La zone ombrée correspond à des projections.

⁷Treize pays de la région ont maintenant atteint le point d'achèvement au titre de l'initiative PPTE, dont le Rwanda et la Zambie en 2005.

Encadré 2.2. Volume d'aide à l'Afrique

De récents rapports (du Projet pour le Millénaire de l'ONU et de la Commission pour l'Afrique) ont noté qu'au vu de la faiblesse de l'épargne intérieure et de l'insuffisance de l'investissement étranger privé, il serait difficile à l'Afrique subsaharienne d'atteindre les OMD à l'horizon 2015¹. Une hausse substantielle et durable du volume de l'aide publique au développement (APD) s'impose donc pour renforcer le capital humain, l'infrastructure et la capacité de production et d'exportation de la région, ainsi que pour attirer les capitaux privés en améliorant le climat de l'investissement. Il faudrait en outre faire un usage plus efficace des apports d'aide, nouveaux et existants.

L'augmentation des flux d'aide à la région en ce début de millénaire va à l'inverse de la tendance observée à la fin des années 90. Après avoir diminué de 7 % par an en fin de la décennie, le volume d'aide à l'Afrique subsaharienne a enregistré une progression annuelle de 14 %, en moyenne et en termes réels, au cours des trois premières années du siècle. Durant ces mêmes années, l'aide par habitant dans la région a augmenté de 10 dollars EU en termes réels, revenant ainsi au niveau du début des années 90, néanmoins encore inférieur à celui des années 80, époque à laquelle l'aide à la région atteignait environ 34 dollars par habitant en prix constants de 2002. En 2003, l'Afrique subsaharienne était la région qui recevait le plus d'aide étrangère : l'APD par habitant s'y élevait à quelque 30 dollars EU en prix constants de 2002, alors que l'allocation moyenne par habitant était de 12 dollars EU environ pour l'ensemble des pays en développement.

Cela dit, l'aide distribuée sous forme d'assistance aux projets et aux programmes constitue une partie assez minime de l'augmentation du volume global d'aide à l'Afrique subsaharienne. L'annulation de la dette a représenté une portion substantielle du surcroît d'aide à la région depuis le lancement de l'initiative renforcée en faveur des PPTE. Des 28 pays qui ont obtenu une aide au

titre de cette initiative entre 2000 et août 2005, 23 sont africains. Entre 2000 et 2003, l'annulation de la dette a représenté en moyenne 17 % de l'aide totale consentie à l'Afrique subsaharienne. Même si, en termes absolus, l'assistance aux programmes et l'aide aux projets ont augmenté, leur part dans l'ensemble des engagements d'aide à la région a diminué de près de 10 points depuis le début des années 90, ce qui indique qu'elles ont progressé plus lentement que l'aide totale.

L'harmonisation des pratiques des bailleurs de fonds et l'alignement de l'assistance sur les priorités des pays bénéficiaires peuvent accroître l'utilité de l'aide. Pour que celle-ci soit efficace, il est indispensable que les pays internalisent les programmes de développement et en assurent le pilotage. Or, pour 20 % environ, l'aide à l'Afrique subsaharienne est encore liée. Par ailleurs, compte tenu de la variabilité des décaissements et de l'imprévisibilité des flux qui en résulte, il est difficile aux gouvernements bénéficiaires d'élaborer des programmes à moyen terme. Un aspect plus encourageant est que les dons ont constitué 80 % au moins du volume d'aide à l'Afrique subsaharienne depuis le début du millénaire. La part des dons au titre de la coopération technique (dont on considère qu'ils sont davantage dirigés par les bailleurs de fonds que les dons alloués à l'aide budgétaire, par exemple), si elle s'établit au niveau élevé de 21 %, est plus faible dans la région que dans l'ensemble des pays en développement.

Plusieurs nouveaux projets visent à acheminer davantage de ressources vers l'Afrique et à relever leur efficacité. Au sommet du G-8 qui s'est tenu en juillet 2005, les donateurs se sont engagés à doubler l'APD à l'Afrique pour la porter à 50 milliards de dollars EU par an d'ici à 2010, conformément aux appels lancés par le Projet pour le Millénaire de l'ONU et par la Commission pour l'Afrique. De leur côté, les pays bénéficiaires se heurtent à des obstacles pour conduire les réformes nécessaires et consolider les systèmes de gouvernance et de gestion des dépenses publiques afin d'absorber efficacement le surcroît d'aide et de maximiser son effet sur la pauvreté.

¹Pour une analyse détaillée, se reporter à Gupta, Patillo, and Wagh (2005, à paraître).

Encadré 2.3. Nigéria : un cadre de gestion macroéconomique renforcé

Les autorités nigérianes ont pris des mesures louables en vue d'améliorer la conduite de leur politique économique depuis l'entrée en fonction d'un nouveau gouvernement, au début du deuxième mandat du Président Obasanjo, au cours de l'été 2003. Les politiques macroéconomiques nigérianes ont pour objectifs d'assurer la stabilité macroéconomique et de réduire la vulnérabilité de l'économie aux chocs pétroliers. Surtout, les trois niveaux de l'administration (fédéral, États et collectivités locales) adhèrent à une règle budgétaire selon laquelle les dépenses sont limitées et les recettes pétrolières exceptionnelles provenant de l'écart entre le cours du pétrole et le prix de référence modéré prévu au budget sont placées sur des comptes bloqués à la Banque centrale du Nigéria.

Malgré ces progrès récents, le Nigéria continue de ressentir les effets de plus de vingt ans d'incurie économique, de négligence à l'égard des infrastructures et des services sociaux et de mépris pour les institutions de marché. Les indicateurs sociaux demeurent en deçà de ceux des autres pays de l'Afrique subsaharienne : près de 60 % des Nigériens vivent dans la pauvreté, et les infrastructures et services collectifs sont parmi les pires au monde. La corruption, le manque d'infrastructures et les carences des institutions publiques sont les obstacles essentiels à une croissance plus vigoureuse et à l'amélioration de la protection sociale.

Le programme de réformes du Nigéria, le National Economic Empowerment and Development Strategy (NEEDS), a été formulé au début de 2004. Il vise à asseoir la stabilité macroéconomique et à mettre en œuvre un programme ambitieux de réformes structurelles de manière à réa-

lisser une croissance rapide et durable et à faire reculer la pauvreté. Il prévoit à cette fin des améliorations de la gouvernance, des réformes des services publics, une consolidation du système financier, l'unification des marchés des changes et la libéralisation du régime commercial. Les perspectives à moyen terme dépendent de l'aptitude des autorités à consolider les acquis.

Les chiffres officiels préliminaires indiquent que le PIB a augmenté de quelque 6 % en 2004, ce qui tient en grande partie à l'accélération de la croissance dans les secteurs économiques non pétroliers, en particulier l'agriculture, et dans certains domaines de l'industrie manufacturière et des services. À moyen terme, la croissance non pétrolière devrait se maintenir à 5 % par an environ, la production pétrolière et gazière demeurant pour sa part stable en 2005 et augmentant de 8 % en 2006, après l'entrée en exploitation d'un immense gisement de pétrole offshore.

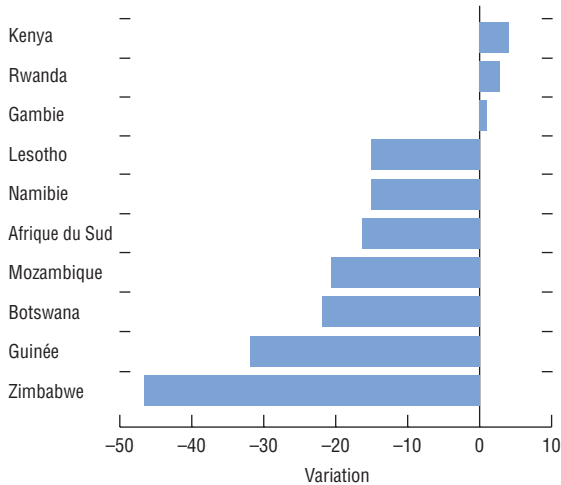
La consolidation des réformes économiques du Nigéria s'est accompagnée de progrès dans la négociation d'un allègement de sa dette avec ses créanciers. Lors d'une réunion spéciale qui s'est tenue en juin 2005, les créanciers ont accepté en principe de lui consentir un allègement de la dette. L'accord prévoit une procédure graduelle, selon laquelle le Nigéria apurerait entièrement ses arriérés, bénéficierait d'une annulation de la dette aux conditions de Naples et rachèterait sa dette résiduelle. L'accord est subordonné à un examen favorable des politiques macroéconomiques et structurelles appuyées par le FMI dans le cadre d'un accord non financier. Le dialogue récemment établi entre le Nigéria et le FMI a évolué grâce au cadre de surveillance renforcé avalisé par le Conseil d'administration du FMI en juillet 2004.

non pétrolier varie selon les pays producteurs (de 5,8 % du PIB non pétrolier au Cameroun en 2004 à 57,6 % en Angola), en fonction de l'évolution des dépenses publiques et de la part du PIB non pétrolier. Il est néanmoins prévu qu'il augmente dans l'ensemble des pays producteurs de pétrole

en 2005, passant de 25,6 % du PIB non pétrolier en 2004 à 29,4 % en 2005⁸. Ces pays doivent continuer de lisser les dépenses face à la hausse des prix et de conduire leur politique budgétaire dans une optique de long terme. La possibilité d'une «recherche de rentes» associée à la manne pétro-

⁸Moyenne simple, Guinée équatoriale non comprise.

Graphique 2.2. Taux de change nominal de quelques pays africains¹
(Variation en pourcentage, décembre 2004–juin 2005)



Source : FMI, Système des avis d'information.
¹Dollar EU par unité de monnaie nationale.

lière ne fait qu'ajouter à l'urgence d'accroître la transparence budgétaire et de veiller à la qualité des dépenses publiques, existantes et supplémentaires. Les efforts visant à rehausser la transparence des opérations pétrolières observés dans certains pays (comme le Cameroun, le République du Congo et le Nigéria) doivent être poursuivis; il faut en outre que d'autres pays producteurs de pétrole de la région adoptent des mesures analogues, notamment en s'engageant à adhérer aux principes de l'Initiative pour la transparence des industries extractives.

Dans la plupart des pays producteurs de pétrole, l'inflation reste contenue. Dans ceux qui font partie de la zone CFA, à l'exception de la Guinée équatoriale, elle devrait rester inférieure ou égale à 3 %. Parmi ceux qui ont un régime de change flottant, elle a légèrement remonté au Nigéria et à São Tomé-et-Príncipe en 2005, mais va probablement reculer à 22 % en Angola. Il sera indispensable que les pays producteurs de pétrole d'Afrique subsaharienne appliquent des politiques monétaires prudentes, assainissent les finances publiques et procèdent à des réformes structurelles, comme la libéralisation des échanges, pour juguler toute pression inflationniste naissante.

La croissance du PIB réel non pétrolier est censée fléchir dans les pays producteurs de pétrole en 2005. Après une progression exceptionnelle en Guinée équatoriale et au Nigéria en 2004, les taux de croissance du secteur non pétrolier sont en repli cette année. Cela dit, la hausse de la production non pétrolière dont font état les projections est plus forte dans les pays producteurs de pétrole (5,4 %) que dans les autres (4,6 %). Les pays producteurs de pétrole intégrés à une union monétaire ont enregistré une dépréciation réelle au cours des cinq premiers mois de 2005, l'Angola, le Nigéria et São Tomé-et-Príncipe ayant pour leur part observé une appréciation réelle. Le coefficient de couverture des réserves de ce groupe de pays devrait passer de 4,9 mois à 5,8 mois d'importations au cours de l'année. L'accumulation de réserves de change peut offrir une solution appropriée à ces pays pour contenir la pression d'une appréciation réelle du taux de change et permettre à

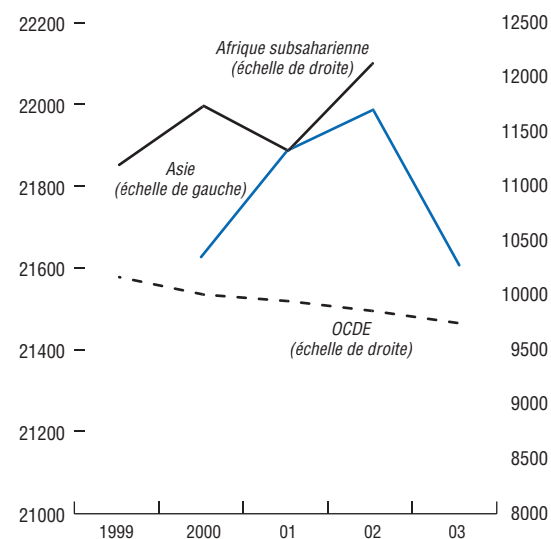
l'économie de s'adapter progressivement à une hausse peut-être permanente des cours du pétrole. L'accumulation de réserves doit en règle générale s'accompagner d'une augmentation des avoirs nets de l'État auprès de la banque centrale. Il appartient à chaque pays de définir, en fonction de sa situation, dans quelle mesure les dépenses peuvent ou doivent augmenter à terme, le choix des projets, dans le secteur social comme dans celui de l'infrastructure, dépendant du taux de rendement social.

Pays importateurs de pétrole

Pour les pays importateurs de pétrole, il devient de plus en plus difficile de faire face aux conséquences macroéconomiques de la hausse des cours du pétrole à mesure que l'année avance. D'après les projections, au second semestre de 2005, les prix pétroliers devraient être en moyenne sensiblement supérieurs à ceux du premier semestre; les pays africains importateurs de pétrole seront donc confrontés à des difficultés plus vastes.

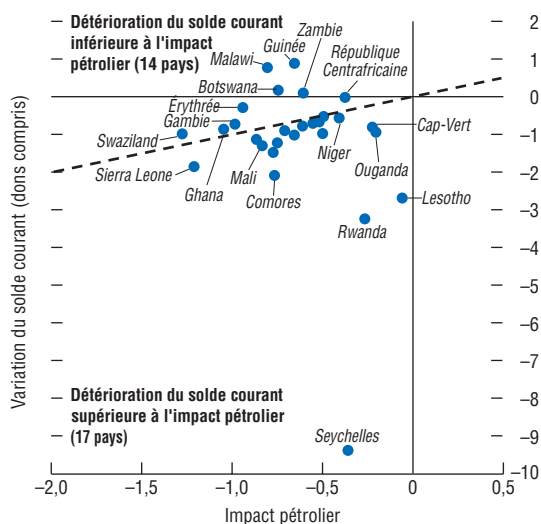
La hausse du coût des importations imputable à l'augmentation des prix pétroliers varie selon la dépendance des pays à l'égard des importations pétrolières. La hausse des prix enregistrée au premier trimestre de 2005 devrait se traduire par une augmentation de la facture nette des importations pétrolières en monnaie nationale de plus de 1 % du PIB annuel dans quatre pays (Ghana, Sierra Leone, Swaziland et Zimbabwe), et de moins de 0,5 % du PIB dans dix autres. Les projections sur l'année indiquent un surcoût de plus de 2 % du PIB dans douze pays, contre quatre pays en 2004 (voir le tableau A1 de l'appendice). Les variations du taux de change nominal ont également eu une incidence sur l'effet direct de la hausse du cours du pétrole en dollars sur la facture des importations pétrolières. Cet effet a été amplifié dans les pays où le taux de change nominal s'est déprécié par rapport au dollar au premier semestre de l'année, et atténué dans ceux où il s'est apprécié (graphique 2.2). L'intensité énergétique croissante de l'Afrique subsaharienne a également accentué l'impact de la hausse des prix pétroliers (graphique 2.3). En général, la croissance écono-

Graphique 2.3. Intensité énergétique : consommation totale d'énergie primaire par dollar de PIB
(BTU pour 1 dollar EU de 2000)



Source : Energy Information Administration, U.S. Department of Energy.
Note : Les chiffres représentent la moyenne de 21 pays d'Asie et de 35 pays d'Afrique subsaharienne. Sont exclus de cette dernière catégorie le Cap-Vert, les Comores, la Gambie, le Rwanda et la Zambie.

Graphique 2.4. Pays importateurs de pétrole : impact pétrolier et variation du solde courant, 2005¹
(En pourcentage du PIB)



Sources : FMI, base de données du Département Afrique; *Perspectives de l'économie mondiale*; estimations des services du FMI.

¹Janvier-juin 2005. Sur la base des projections du solde courant et du montant des importations pétrolières en milieu d'année et sur les chiffres effectifs du cours du pétrole en milieu d'année (le cours du pétrole entre janvier et juin 2005 s'établit en moyenne à 48,45 dollars le baril).

mique est associée à une diminution de l'intensité énergétique (Energy Information Administration, 2005), en partie imputable au fait que les nouveaux équipements sont plus économes en énergie que les anciens⁹. Étant donné cette hausse de l'intensité énergétique, il est impératif de répercuter intégralement les variations des prix pétroliers et de supprimer les subventions, à l'exception de celles spécifiquement réservées aux populations défavorisées¹⁰. Par ailleurs, les pays importateurs de pétrole doivent resserrer les dépenses non prioritaires, consolider l'assiette de leurs recettes et, le cas échéant, assouplir leur régime de change de manière à maîtriser les pressions budgétaires naissantes.

Le déficit extérieur courant moyen, donc compris, des pays importateurs de pétrole devrait passer de 3,5 % du PIB en 2004 à 4,3 % en 2005. On s'attend à une augmentation du déficit courant dans deux tiers d'entre eux, des hausses particulièrement substantielles étant prévues en Guinée-Bissau, au Lesotho, au Mozambique, au Rwanda et aux Seychelles. En Afrique du Sud, où l'économie continue de se développer à un rythme soutenu, la vigueur de la demande intérieure fait augurer un creusement de 0,5 point du déficit extérieur courant en 2005, qui atteindrait 3,7 % du PIB. Néanmoins, dans près de la moitié des pays importateurs de pétrole, la dégradation du déficit extérieur courant au premier semestre de 2005 sera probablement inférieure à l'augmentation de la facture pétrolière (graphique 2.4). Dans certains pays, l'effet en est entièrement ou partiellement compensé par la hausse des prix des exportations de matières premières, et les pressions sur le compte extérieur

⁹La prudence s'impose dans l'interprétation des chiffres relatifs à l'intensité énergétique en Afrique subsaharienne jusqu'à 2003. En effet, ils ne tiennent pas compte de l'effet de l'augmentation récente des taux de croissance du PIB réel, des prix du pétrole et du nombre de pays qui répercutent les prix pétroliers sur les consommateurs.

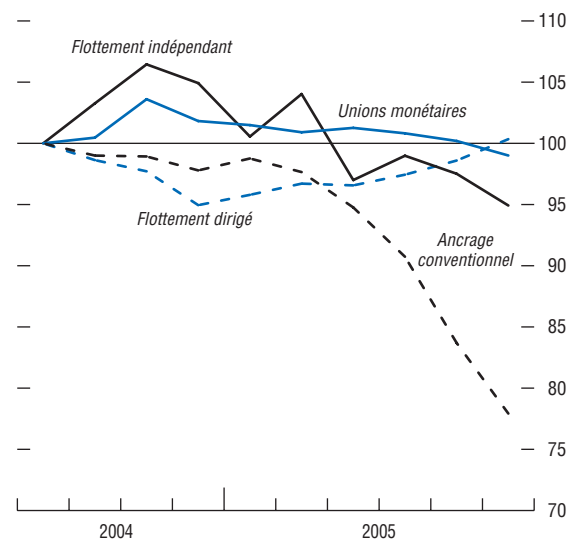
¹⁰En Afrique subsaharienne, il est difficile de transférer les revenus directement aux pauvres étant donné les déficiences de la gouvernance et de la capacité administrative. Un mécanisme d'autociblage par le biais de subventions croisées pourrait bien être la seule solution envisageable (voir Gupta *et al.*, 2000).

courant devraient être en partie atténuées par l'ajustement du taux de change et l'assainissement des finances publiques en cours.

Le déficit budgétaire moyen, dons compris, des pays importateurs de pétrole devrait passer de 2,2 % en 2004 à 2,6 % en 2005. Cette hausse tient aux efforts engagés par de nombreux pays (l'Éthiopie et la Tanzanie, par exemple) pour développer les programmes de dépenses publiques financés par l'augmentation des flux d'aide et l'allègement de la dette. Ainsi, le déficit budgétaire devrait s'accroître dans dix-neuf des pays importateurs de pétrole en 2005. Dans les quatorze autres, par contre, le solde budgétaire devrait se redresser, souvent soutenu par un ratio recettes/PIB plus élevé. La hausse des prix pétroliers a été intégralement répercutée sur les consommateurs dans deux tiers des pays importateurs de pétrole¹¹, mais seulement partiellement dans neuf d'entre eux, et pas du tout en République Centrafricaine et aux Seychelles. En Afrique du Sud, le déficit budgétaire devrait atteindre 1,9 % du PIB en 2005, du fait d'une politique budgétaire modérément expansionniste.

Le raffermissement du dollar EU par rapport à l'euro au cours du premier semestre de 2005 a entraîné une légère dépréciation des taux de change effectifs dans la zone CFA. Les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) — dont les monnaies sont rattachées à l'euro — ont pour la plupart vu leur taux de change effectif réel chuter durant ce premier semestre, et le coefficient de couverture de leurs réserves devrait passer à 4,4 mois d'importations, en moyenne, d'ici à la fin de l'année. La dépréciation effective nominale constatée dans les pays membres d'unions monétaires au premier semestre de 2005 contraste avec la hausse observée en 2004. Le taux de change effectif de la majorité des pays importateurs de pétrole qui pratiquent un régime conventionnel de parité fixe ou de flottement indépendant s'est déprécié au premier semestre 2005 (graphique 2.5). À l'inverse, dans la plupart de ceux qui opèrent un régime de flotte-

Graphique 2.5. Pays importateurs de pétrole : taux de change effectifs nominaux, septembre 2004–juin 2005
(Indice, septembre 2004 = 100)

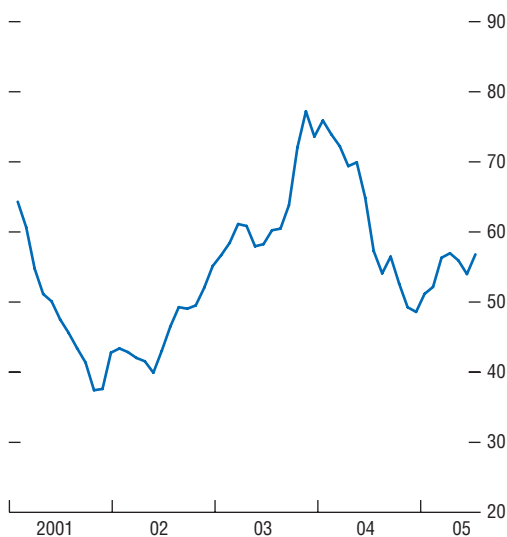


<u>Ancrage conventionnel</u>	<u>Unions monétaires</u>
Botswana	Bénin
Cap-Vert	Burkina Faso
Comores	Mali
Guinée	Niger
Lesotho	République Centrafricaine
Mozambique	Sénégal
Namibie	Togo
Seychelles	
Swaziland	
Zimbabwe	
<u>Flottement indépendant</u>	<u>Flottement dirigé</u>
Afrique du Sud	Burundi
Madagascar	Éthiopie
Malawi	Gambie
Ouganda	Ghana
Sierra Leone	Kenya
Tanzanie	Maurice
	Rwanda
	Zambie

Source : FMI, Système des avis d'information.

¹¹Au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie, par exemple.

Graphique 2.6. Cours mensuel mondial du coton
(Indice «A» de Cotton Outlook; centimes EU par livre)



Source : Thomson Datastream.

ment dirigé, le taux de change effectif s'est apprécié au cours de la même période, après la forte dépréciation enregistrée en 2004. Le coefficient de couverture de leurs réserves devrait légèrement diminuer d'ici à la fin de 2005. Au Kenya, l'appréciation particulièrement prononcée du taux de change au premier semestre est due, en partie, aux recettes touristiques élevées, occasionnées par le transfert dans ce pays des réservations initialement prévues dans les pays atteints par le tsunami de décembre 2004.

Parmi les pays importateurs de pétrole où la hausse des prix pétroliers de 2005 devrait représenter plus de 2 % du PIB, l'Éthiopie, le Kenya, Madagascar, la Sierra Leone, le Swaziland et le Togo devraient voir le coefficient de couverture de leurs réserves diminuer durant l'année.

Évolution des marchés du coton et des textiles

Les nouvelles tendances sur les marchés du coton et des textiles ont entraîné une dégradation des termes de l'échange de certains pays non producteurs de pétrole et pesé sur leurs perspectives de croissance. Vingt-quatre pays de l'Afrique subsaharienne contribuent à hauteur de 6 % environ à la production mondiale, les pays de la zone CFA apportant à peu près les deux tiers de la production régionale. La surproduction de coton a entretenu la faiblesse des cours mondiaux, ce qui s'explique en partie par le maintien de subventions à la production dans les pays à revenu élevé et intermédiaire. La suppression des contingents textiles a émoussé la compétitivité des exportations africaines dans les pays industriels. L'érosion des préférences ne se cantonne cependant pas à ces produits (d'autres exemples sont le sucre et le tabac); cette question a revêtu une importance stratégique pour les pays africains pendant le cycle de négociations commerciales de Doha (encadré 2.4).

Les cours mondiaux du coton se sont quelque peu redressés au premier semestre de 2005, après avoir atteint leur plus bas niveau à la fin de 2004, mais demeurent bien en deçà de la moyenne enregistrée ces dernières années (graphique 2.6).

Le Comité consultatif international du coton a prévu un léger fléchissement de la production cotonnière mondiale en 2006/07, la consommation augmentant pour sa part modérément. Cette double tendance devrait amener une hausse des cours mondiaux.

La production de la campagne 2004/05 a été exceptionnelle en Afrique francophone, ce qui a considérablement atténué l'effet de la faiblesse des cours mondiaux du coton sur les recettes d'exportation. Cette bonne récolte tient aux prix garantis à la production fixés à un niveau sans précédent à la mi-2004, avant que les cours mondiaux n'amorcent leur chute. Les producteurs de la région ont ainsi pu tirer leur épingle du jeu, alors que les sociétés d'égrenage ont absorbé l'essentiel du choc. Les mesures adoptées par les autorités des grands pays producteurs de coton de la région pour parer à ce choc varient. Le Mali, par exemple, a réduit les dépenses non essentielles (telles que les subventions et les transferts non ciblés) pour financer les subventions budgétaires projetées au secteur cotonnier, qui s'élevaient à 1 % du PIB¹². Les autorités s'emploient maintenant à obtenir une aide supplémentaire des donateurs. Au Burkina Faso, l'intervention de l'État a été minime; les pertes financières seront couvertes par les sociétés d'égrenage dont les agriculteurs sont actionnaires. Au Bénin, elles sont réparties entre l'État et les sociétés d'égrenage. En général, les prix à la production en 2005/06 seront inférieurs à ceux de la campagne précédente dans la région, ce qui permettra de réduire, sinon de supprimer, les pertes financières en 2006 tout en assurant aux producteurs de coton une certaine sécurisation de leurs revenus.

À moyen terme, les pays tributaires du coton devront continuer d'appliquer des réformes visant à accroître l'efficacité du secteur. Premièrement, les producteurs doivent porter leur rendement au niveau atteint dans d'autres grandes régions produc-

Tableau 2.2. Exportations de textiles et de vêtements vers les États-Unis, par région/pays
(Millions de dollars EU; variation en pourcentage)

	(Janvier-avril) 2004	(Janvier-avril) 2005	Variation en %
Afrique subsaharienne ¹	508	482	-5,1
Chine/RAS de Hong Kong/ RAS de Macao	5.632	7.697	36,7
Inde/Pakistan	2.110	2.542	20,5
Autres pays d'Asie	6.186	6.440	4,1
Mexique	2.688	2.561	-4,7
OCDE	3.837	3.820	-0,4
Reste du monde	2.617	2.617	—
Total	26.181	28.868	10,3

Source : U.S. International Trade Commission.

¹Tous les pays ne sont pas pris en compte.

trices. Deuxièmement, l'accroissement des échanges internationaux de coton-graine intensifierait la concurrence et abaisserait le coût des semences, tandis que le renforcement des associations de producteurs faciliterait l'approvisionnement en intrants et le développement des services techniques et de vulgarisation. Un accroissement de l'aide de la communauté internationale permettrait aux pays africains de s'adapter à la baisse des cours du coton et de rehausser leur compétitivité. L'aide des donateurs à certains pays tributaires de ce produit permettrait en outre à ces derniers de réformer leur secteur cotonnier sans réduire les dépenses sociales essentielles. Par la suite, il faudrait toutefois que les États-Unis et l'Union européenne (UE) engagent un processus de suppression des subventions cotonnières mondiales. Cela doperait les cours mondiaux du coton, ce qui profiterait aussi bien aux agriculteurs africains qu'aux contribuables américains et européens.

Les exportations africaines de textiles ont mal réagi à la suppression des derniers contingents le 1^{er} janvier 2005. La Chine élargie (Chine continentale, RAS de Hongkong et RAS de Macao) s'est adjugée une bonne part du surcroît d'importations américaines depuis le début de 2005 (tableau 2.2)¹³. Les exportateurs africains, par

¹²Il ressort d'une analyse préliminaire conduite par les services du FMI que l'effet direct de la chute des cours mondiaux du coton sur les pauvres au Mali ne devait pas être sensible en 2004.

¹³On ne dispose pas de données actualisées sur le marché communautaire, mais des chiffres incomplets montrent que les exportations africaines vers l'UE ont sensiblement fléchi au cours des deux premiers mois de 2005 par rapport à la même période de 2004. Les analyses présentées ici se réfèrent donc au marché américain.

Tableau 2.3. Importations aux États-Unis de textiles et de vêtements en provenance de divers pays africains (phase IV)*(Millions de dollars EU; variation en pourcentage)*

Pays	Millions de dollars				Variation en %	
	2003	2004	2004 ¹	2005 ¹	2003-04	2004-05 ¹
Afrique du Sud	204	128	44	26	-37,3	-40,9
Kenya	182	258	84	88	41,8	4,8
Lesotho	363	416	128	124	14,6	-3,1
Madagascar	163	284	73	80	74,2	9,6
Malawi	23	25	11	7	8,7	-36,4
Maurice	257	219	78	61	-14,8	-21,8
Swaziland	129	167	50	54	29,5	8,0
Zimbabwe	5	4	2	1	-20,0	-50,0
Total	1.326	1.500	471	442	13,1	-6,2

Source : Office of the U.S. Trade Representative.

¹Jusqu'à avril.

contre, ont enregistré des résultats assez médiocres : parmi eux, le Kenya, Madagascar et le Swaziland ont légèrement accru leurs exportations entre janvier et avril 2005, mais à un rythme nettement moins soutenu qu'en 2004 (tableau 2.3). Tous les autres pays ont affiché une croissance négative (y compris le Lesotho, le plus gros exportateur africain de textiles); l'Afrique du Sud, Maurice et le Zimbabwe ont accusé un nouveau recul de leurs ventes par rapport à 2004.

En raison du repli des exportations de l'Afrique subsaharienne, l'emploi dans le secteur de l'habillement a sensiblement fléchi dans certains pays. Au Lesotho, par exemple, quelque 10.000 ouvriers, soit 20 % de la main-d'œuvre du secteur, ont perdu leur emploi depuis la fin de 2004, époque à laquelle quelques investisseurs étrangers ont commencé à quitter le pays. Certains travailleurs ont toutefois été réembauchés depuis lors, à titre offi-

cieux et à des salaires inférieurs. À Maurice, l'emploi dans l'habillement a reculé de 3 % (1.534 travailleurs) au premier trimestre de 2005, ce qui porte la perte totale d'emplois dans le secteur à 14 % sur les douze mois précédant mars 2005¹⁴. Il est difficile de prévoir les retombées ultérieures de la suppression des contingents sur les exportations et l'emploi en Afrique¹⁵.

Les restrictions américaines et européennes aux importations chinoises, si elles peuvent donner aux pays africains plus de temps pour s'adapter, posent également des problèmes. D'une part, elles risquent de réduire la demande d'importations de coton de la Chine, y compris en provenance des pays africains, même s'il est probable que la Chine demeure un marché en expansion pour l'Afrique. D'autre part, elles pourraient détourner certaines exportations chinoises vers les pays en développement, y compris d'Afrique.

¹⁴Les chiffres concernant l'évolution de l'emploi dans d'autres pays africains ne sont pas disponibles, mais il semble qu'il n'ait pas été aussi gravement touché qu'au Lesotho et à Maurice, deux pays fortement tributaires des exportations de vêtements.

¹⁵Il ressort d'observations ponctuelles que certains investissements étrangers ont été retirés d'Afrique à la fin de 2004 en prévision de la suppression des contingents; or, cette tendance s'est peut-être atténuée depuis, les États-Unis ayant commencé à réimposer des contingents sur les exportations chinoises en vertu du mécanisme de sauvegarde stipulé dans l'accord sur l'accession de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce. Il semblerait par ailleurs que les importateurs américains et européens soient désormais plus réticents à augmenter leurs approvisionnements auprès de la Chine et d'autres pays exportateurs plus compétitifs.

Encadré 2.4. L'érosion des préférences pour l'Afrique et le cycle de Doha

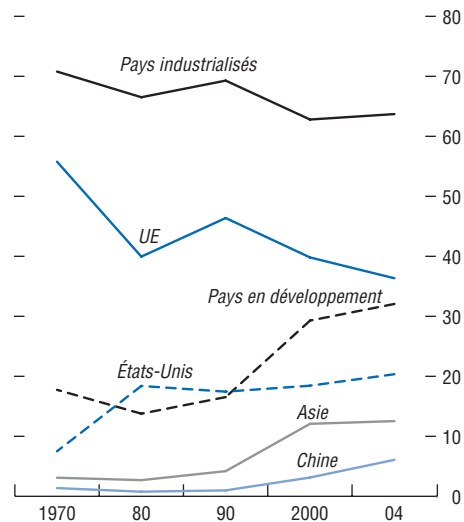
La libéralisation multilatérale dans le cadre du cycle de négociations de Doha va vraisemblablement entraîner une érosion notable des préférences pour un petit nombre de pays africains (Lesotho, Malawi et Maurice)¹. Les retombées de cette érosion sont néanmoins souvent surestimées du fait que la sous-utilisation des préférences et la progression des exportations dans les secteurs non concernés ne sont pas prises en compte. Par ailleurs, l'érosion des préférences constitue généralement un choc permanent qui se produit sur une longue durée et qu'il est possible d'anticiper.

Les pays africains ont orienté leurs efforts sur l'obtention d'un accès aux marchés des pays industriels pour compenser les pertes susceptibles de découler de l'érosion des préférences. Ce que l'on oublie, c'est que, au cours du dernier quart de siècle, ces pays ont vu leur dépendance commerciale à l'égard d'autres pays en développement augmenter, malgré les préférences commerciales toujours plus importantes qu'ils ont obtenues des pays industriels (voir le graphique ci-contre). En 2004, si les pays industriels sont conjointement demeurés le premier partenaire commercial de l'Afrique, 30 % des exportations africaines sont allées à d'autres pays en développement, et plus de 40 % des importations africaines sont venues de ces pays. La libéralisation dans les pays en développement ne se traduira guère par une érosion des préférences puisque l'Afrique n'y bénéficie pas d'un régime particulièrement favorable. De plus, les obstacles aux exportations africaines (produits manufacturés notamment) restent sensiblement plus élevés dans les pays en développement que dans les pays industriels; les avantages potentiels, en termes de débouchés, sont donc plus substantiels.

Par ailleurs, l'Afrique devrait dégager de gros bénéfices d'une réduction de ses propres barrières au commerce et de la réalisation de nouvelles réformes à l'échelon des pays. Malgré les avancées notables enregistrées ces dernières décennies, les droits *appliqués* en Afrique de-

¹D'après Yang (2005).

Exportations africaines par destination
(En pourcentage des exportations totales)



Source : FMI, Direction of Trade Statistics.

meurent en moyenne substantiellement supérieurs à ceux d'autres régions en développement². Qui plus est, seul un faible pourcentage des droits africains sont consolidés et, lorsque c'est le cas, ils le sont souvent à des niveaux supérieurs aux taux appliqués, ce qui crée des incertitudes en ce qui concerne la politique commerciale et augmente le coût des échanges.

Une étude récente de la Banque mondiale (Anderson, Martin, and van der Mensbrugge, 2005) indique que, d'après un scénario envisageable dans le cadre du cycle de Doha, le seul élargissement de l'accès des exportations aux marchés des pays industriels n'apporterait globalement pas d'avantages substantiels à l'Afrique. Même les réductions très demandées des distorsions commerciales dans le secteur agricole des

²D'après les données du FMI, la moyenne simple des droits de la nation la plus favorisée (NPF) appliqués en Afrique était de 17,2 % en 2004, contre 12,1 % dans les pays en développement de la région Asie-Pacifique, 9,7 % en Europe, 12,2 % au Moyen-Orient et en Asie centrale et 12,2 % dans l'Hémisphère occidental.

Encadré 2.4 (fin)

pays de l'OCDE ne lui seront probablement pas très bénéfiques, parce que les préférences en vigueur pour l'Afrique (comme celles de l'initiative «Tout sauf les armes» dans l'Union européenne) seraient érodées, et que la hausse des prix agricoles mondiaux se solderait par une dégradation des termes de l'échange pour les pays africains importateurs nets de produits alimentaires — tout au moins à court ou à moyen terme — même si, à la longue, cette hausse pourrait faire de quelques pays importateurs nets des exportateurs nets. À l'inverse, les avantages de la libéralisation multilatérale seront sensiblement plus importants si tous les pays en développement (pays africains compris) diminuent substantiellement leurs propres obstacles au commerce. Ainsi, l'intérêt de l'Afrique, dans le cycle de négociations de Doha, réside dans un engage-

ment global et ambitieux des pays en développement à libéraliser l'ensemble des secteurs, y compris les services. Les pays africains devraient donc porter leur regard au-delà des préférences et concentrer leurs efforts sur la libéralisation réciproque. Au lieu d'éviter la libéralisation, il leur faudrait appliquer des traitements spéciaux et différentiels pour alléger les coûts d'adaptation et rehausser l'efficacité de leur économie au plan intérieur. À l'appui des efforts de libéralisation de l'Afrique, la communauté internationale doit accroître l'aide au commerce et s'efforcer pour cela de remédier aux contraintes d'approvisionnement de l'Afrique par l'application du cadre intégré renforcé, l'intégration de réformes commerciales dans les stratégies de réduction de la pauvreté et l'augmentation de l'aide aux projets nationaux et régionaux.

Selon les projections, le taux de croissance moyen de l'Afrique subsaharienne va rebondir à 5,3 % en 2006, essentiellement du fait de la hausse de la production pétrolière dans les pays producteurs et de la reprise des importations dans les pays avancés. La production des pays producteurs de pétrole devrait enregistrer une augmentation considérable, de 4,7 % à 8,1 %, du fait de la croissance plus forte en Angola et au Nigéria. Dans ce dernier pays, elle atteindra probablement 4,9 % avec la mise en exploitation d'un énorme gisement offshore. Elle devrait également être particulièrement robuste au Tchad.

Les projections laissent entrevoir une croissance de 5 % au moins du PIB réel dans près de la moitié des pays importateurs de pétrole; le taux de croissance devrait être supérieur à 7 % au Cap-Vert, à Madagascar, au Malawi, au Mozambique et en Sierra Leone. En Afrique du Sud, la croissance régulière demeure alimentée par une forte demande intérieure. L'activité économique des pays importateurs de pétrole sera selon toute probabilité dopée par une hausse des taux d'investissement, qui devraient augmenter de 0,4 point pour atteindre 19,3 % du PIB¹. La production est censée augmenter de moins de 2 % dans quatre pays de la région seulement : le Lesotho, les Seychelles, le Swaziland et le Zimbabwe.

Tout indique que l'inflation va reculer. Étant donné que la plupart des pays semblent vouloir maintenir une politique monétaire prudente et que l'inflation mondiale demeure modérée, le rythme de la hausse des prix à la consommation

devrait fléchir à 8,3 % environ, en moyenne, pour l'ensemble de la région. Les politiques en vigueur, qui consistent à répercuter la hausse des cours du pétrole sur les consommateurs, vont vraisemblablement se poursuivre dans la plupart des pays². Dans les pays producteurs de pétrole, on prévoit un repli sensible de l'inflation, notamment en Angola et au Nigéria, où elle affichera des taux nettement inférieurs. Dans la zone CFA, le taux d'inflation moyen devrait être limité à 2,6 %.

À en juger d'après l'activité économique dans les pays producteurs de pétrole, le déficit budgétaire global et celui du compte courant des pays d'Afrique subsaharienne devraient s'amenuiser, dans l'ensemble, en 2006. Une dégradation de ces soldes est cependant prévue dans plusieurs pays importateurs de pétrole. On prévoit une détérioration du solde budgétaire (dons compris) dans 18 pays de la région, dont, tout particulièrement, le Burkina Faso, les Comores, le Kenya, l'Ouganda et São Tomé-et-Príncipe³. D'après les projections de finances actuelles, 23 pays s'attendent à voir leurs réserves augmenter, en mois d'importations, et 16 autres à les voir diminuer.

Des risques politiques et économiques continuent de peser sur les perspectives d'évolution de l'Afrique subsaharienne en 2006. Côté positif, les récents efforts internationaux en vue de réduire la dette et d'augmenter l'aide globale au développement associée aux OMD pourraient améliorer les perspectives de la région en termes de croissance et de résorption de la pauvreté, à supposer que des mesures soient appliquées

¹C'est à la faiblesse des taux d'investissement que tient la croissance assez médiocre de ces pays par le passé (voir FMI, 2005).

²L'encadré 2.2 des *Perspectives économiques régionales* de mai dernier (FMI, 2005) décrit les politiques en vigueur en Afrique subsaharienne en ce qui concerne le transfert des variations des prix du pétrole aux consommateurs.

³La détérioration substantielle du solde budgétaire de São Tomé-et-Príncipe tient à la prime pétrolière ponctuelle dont le pays avait bénéficié en 2005. Le solde budgétaire (hors dons) de 17 pays de l'Afrique subsaharienne devrait se dégrader en 2006.

pour permettre l'absorption et l'utilisation efficace des ressources supplémentaires. Les pays bénéficiaires d'une aide sensiblement supérieure doivent également rester vigilants pour parer à tout nouveau goulet d'étranglement dans les différents secteurs ou à une dégradation de la compétitivité internationale. Les réformes du secteur sucrier proposées par l'UE risquent de se traduire par une perte substantielle de recettes d'exportation pour plusieurs pays producteurs de l'Afrique subsaharienne à compter de 2006. En juin 2005, la Commission européenne a proposé de diminuer de 39 % le prix interne du sucre dans l'UE et de supprimer les contingents spéciaux additionnels⁴. Ces décisions pourraient avoir des retombées macroéconomiques considé-

rables à Maurice et au Swaziland notamment. Bon nombre de pays de l'Afrique subsaharienne restent en outre vulnérables aux sécheresses et à d'autres catastrophes naturelles. Qui plus est, le taux de prévalence élevé du VIH/sida dans certains pays pourrait compromettre leur avenir économique. La situation de sécurité précaire dans la région des Grands Lacs demeure au premier plan des préoccupations. Enfin, dans les circonstances actuelles, l'incertitude sur les marchés pétroliers crée également des risques économiques, tandis qu'une chute plus importante que prévu des cours des matières premières autres que le pétrole en 2006 entraînerait une nouvelle détérioration des termes de l'échange des pays importateurs de pétrole.

⁴La Commission européenne espère obtenir un accord politique sur ces propositions avant novembre 2005. Les réformes auraient lieu entre 2006 et 2009 et entraîneraient des coûts d'ajustement substantiels — les secteurs sucriers réduisant leur activité ou y mettant un terme dans certains pays où la production coûte cher — dans quelques pays d'Asie, des Caraïbes et du Pacifique qui bénéficient actuellement d'un accès préférentiel au marché communautaire aux prix internes de l'UE (de trois à quatre fois supérieurs aux cours mondiaux).

APPENDICE

Tableau A1. Pays importateurs de pétrole (Afrique subsaharienne) : répercussions de la hausse du cours du pétrole sur le solde courant^{1,2}

(En pourcentage du PIB; un signe négatif indique un déficit)

	2004 par rapport à 2003	Projections 2005 ³ par rapport à 2004	2005 (janv.-juin) ⁴ par rapport à 2004	Projections 2006 ³ par rapport à 2005
Pays importateurs de pétrole	-1,00	-1,42	-0,58	-0,61
Afrique du Sud	-0,55	-1,14	-0,50	-0,53
Bénin	-0,80	-1,25	-0,51	-0,54
Botswana	-1,21	-1,72	-0,74	-0,73
Burkina Faso	-0,71	-1,14	-0,48	-0,48
Burundi	-0,95	-1,52	-0,55	-0,59
Cap-Vert	-0,33	-0,58	-0,22	-0,26
Comores	-1,03	-1,86	-0,77	-0,80
Érythrée	-2,73	-2,02	-0,94	-1,00
Éthiopie	-0,91	-2,19	-0,79	-1,09
Gambie	-2,09	-2,73	-0,98	-1,07
Ghana	-2,14	-2,93	-1,05	-1,04
Guinée	-0,78	-1,71	-0,66	-0,46
Guinée-Bissau	-1,07	-1,63	-0,67	-0,64
Kenya	-1,68	-2,30	-0,82	-0,98
Lesotho	-0,09	-0,15	-0,06	-0,06
Madagascar	-1,63	-2,02	-0,73	-0,78
Malawi	-1,32	-2,18	-0,80	-0,94
Mali	-1,14	-1,82	-0,77	-0,72
Maurice	-0,91	-1,90	-0,68	-1,01
Mozambique	-0,66	-1,05	-0,48	-0,46
Namibie	-1,45	-1,91	-0,81	-0,68
Niger	-0,71	-1,02	-0,41	-0,38
Ouganda	-0,49	-0,51	-0,20	-0,24
République Centrafricaine	-0,55	-0,91	-0,38	-0,42
Rwanda	-0,68	-0,74	-0,27	-0,29
São Tomé-et-Príncipe	-1,40	-2,31	-0,77	-0,71
Sénégal	-1,02	-1,56	-0,64	-0,63
Seychelles	-0,12	-0,99	-0,36	-0,43
Sierra Leone	-2,20	-3,60	-1,21	-1,49
Swaziland	-1,89	-3,02	-1,28	-1,05
Tanzanie	-1,00	-1,49	-0,57	-0,54
Togo	-1,24	-2,12	-0,87	-0,91
Zambie	-1,22	-1,72	-0,61	-0,78
Zimbabwe	...	-3,39	-1,18	-0,87
Pays importateurs de pétrole de la zone CFA	-0,91	-1,44	-0,60	-0,59
Pays importateurs de pétrole hors zone CFA	-1,01	-1,42	-0,58	-0,62
Pays importateurs de pétrole de la zone CFA (à l'exclusion de l'Afrique du Sud)	-1,91	-1,94	-0,73	-0,77

Sources : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*; estimations des services du FMI.

¹Effet de la hausse du cours au comptant moyen du pétrole — entre le cours observé en 2004 et le cours projeté pour 2005 et 2006 dans les *Perspectives de l'économie mondiale* —, corrigé de manière à tenir compte des fluctuations du taux de change du dollar.

²Les projections actuelles du cours du pétrole des *Perspectives de l'économie mondiale* pour 2005 et 2006 sont respectivement 54,23 dollars et 61,75 dollars; ce cours s'établissait à 37,76 dollars en 2004.

³D'après les données pour l'ensemble de l'année concernée et le cours du pétrole indiqué dans les *Perspectives de l'économie mondiale*.

⁴D'après le cours du pétrole et le montant des importations pétrolières pour le premier semestre de 2005 par rapport au cours du pétrole sur l'ensemble de l'année 2004; le cours moyen du pétrole entre janvier et juin 2005 s'établit à 48,45 dollars le baril.

Les estimations et projections utilisées dans ce rapport reposent sur les données fournies par les départements géographiques, au 1^{er} septembre 2005. Les projections correspondent aux estimations établies par les services du FMI. La base de données couvre les 42 pays qui relèvent du Département Afrique; l'Érythrée et le Libéria en sont exclus en raison des carences des données disponibles. Les données obéissent, dans toute la mesure possible, aux méthodes statistiques internationalement reconnues; toutefois, le choix des variables peut être déterminé par des définitions spécifiques à un pays donné. Le champ et les définitions des données ne sont donc pas toujours comparables d'un pays à l'autre. De manière plus générale, plusieurs pays n'ont pas les capacités nécessaires pour produire des données de grande qualité.

Données et conventions

Pour les tableaux AS1, AS2, AS7, AS21 et AS22, les chiffres composites des groupes de pays correspondent à la moyenne arithmétique des données de chaque pays, pondérées par le PIB calculé à parité de pouvoir d'achat (PPA) et exprimé en pourcentage du PIB du groupe de pays considéré. Les pondérations afférentes à la PPA sont tirées de la base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*.

Pour les tableaux AS3, AS4, AS6, AS8 à AS12, AS14 à AS20 et AS23 à AS25, les chiffres composites des groupes de pays correspondent à la moyenne arithmétique des données de chaque pays, pondérées par le PIB converti en dollars EU aux taux de change du marché et exprimé en pourcentage du PIB du groupe de pays considéré.

Pour le tableau AS5, les chiffres composites des groupes de pays correspondent à la moyenne géométrique des données de chaque pays, pondérées par le PIB calculé à parité de pouvoir d'achat et exprimé en pourcentage du PIB du groupe de pays considéré. Les pondérations afférentes à la PPA sont tirées de la base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*.

Pour le tableau AS13, les chiffres composites des groupes de pays correspondent à la moyenne géométrique des données de chaque pays, pondérées par le PIB converti en dollars EU aux taux de change du marché et exprimé en pourcentage du PIB du groupe de pays considéré.

Les sigles suivants sont utilisés dans les tableaux statistiques : UEMOA pour l'Union économique et monétaire ouest-africaine; CEMAC pour la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale; SADC pour la Communauté pour le développement de l'Afrique australe; COMESA pour le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe; SACU pour l'Union douanière de l'Afrique australe.

Liste des tableaux statistiques

AS1 Croissance du PIB réel	25
AS2 Croissance du PIB réel, hors pétrole	26
AS3 Croissance du PIB réel par habitant	27
AS4 PIB réel par habitant	28
AS5 Prix à la consommation	29
AS6 Investissement total	30
AS7 Épargne intérieure	31
AS8 Solde budgétaire global, dons compris	32
AS9 Solde budgétaire global, hors dons	33
AS10 Recettes publiques, hors dons	34
AS11 Dépenses publiques	35
AS12 Masse monétaire au sens large	36
AS13 Expansion de la masse monétaire au sens large	37
AS14 Créances sur le secteur privé non financier	38
AS15 Exportations de biens et de services	39
AS16 Importations de biens et de services	40
AS17 Balance commerciale	41
AS18 Solde extérieur courant, dons compris	42
AS19 Solde extérieur courant, hors dons	43
AS20 Dons officiels	44
AS21 Taux de change effectifs réels	45
AS22 Taux de change effectifs nominaux	46
AS23 Dette extérieure envers des créanciers publics	47
AS24 Termes de l'échange	48
AS25 Réserves	49

Tableau AS1. Croissance du PIB réel
(Pourcentages)

	1997–2001	2002	2003	2004	2005
Pays producteurs de pétrole					
Angola	4,8	14,4	3,4	11,1	14,7
Cameroun	4,6	4,0	4,1	3,5	2,8
Congo, Rép. du	2,4	5,4	0,3	3,6	9,2
Côte d'Ivoire	1,6	-1,6	-1,6	1,6	1,0
Gabon	0,1	—	2,4	1,4	2,2
Guinée équatoriale	55,5	9,7	21,3	32,8	0,2
Nigéria	2,7	1,5	10,7	6,0	3,9
São Tomé-et-Príncipe	2,6	4,1	4,0	3,8	3,2
Tchad	3,9	9,9	11,3	29,7	5,9
Pays non producteurs de pétrole					
Afrique du Sud	2,5	3,6	2,8	3,7	4,3
Bénin	5,2	4,5	3,9	3,1	3,9
Botswana	6,2	5,0	6,6	4,9	3,8
Burkina Faso	5,9	5,2	7,9	4,6	3,5
Burundi	1,1	4,5	-1,2	4,8	5,0
Cap-Vert	8,3	5,4	6,2	4,4	6,3
Comores	2,4	2,3	2,1	1,9	2,8
Congo, Rép. dém. du	-4,1	3,5	5,7	6,8	6,6
Éthiopie	4,5	1,6	-4,2	11,5	7,3
Gambie	5,8	-3,2	6,9	5,1	4,7
Ghana	4,2	4,5	5,2	5,8	5,8
Guinée	4,1	4,2	1,2	2,7	3,0
Guinée-Bissau	-1,1	-7,2	0,6	4,3	2,3
Kenya	2,3	0,3	2,8	4,3	4,7
Lesotho	1,4	3,7	3,2	3,0	0,8
Madagascar	4,6	-12,7	9,8	5,3	6,3
Malawi	1,6	2,1	3,9	4,6	2,1
Mali	5,1	4,3	7,2	2,2	6,4
Maurice	6,3	3,5	3,2	4,3	3,6
Mozambique	9,3	8,2	7,8	7,2	7,7
Namibie	3,4	2,5	3,7	4,2	3,6
Niger	3,7	3,0	5,3	0,9	4,2
Ouganda	5,5	6,9	4,5	5,8	5,9
République Centrafricaine	3,4	-0,6	-7,6	1,3	2,2
Rwanda	8,6	9,4	0,9	4,0	4,0
Sénégal	4,3	1,1	6,5	6,2	5,7
Seychelles	3,7	1,3	-6,3	-2,0	-2,8
Sierra Leone	-0,9	27,5	9,3	7,4	7,5
Swaziland	2,8	2,9	2,7	2,1	2,0
Tanzanie	4,4	7,2	7,1	6,7	6,9
Togo	0,8	4,5	4,4	2,9	3,0
Zambie	2,4	3,3	5,1	5,0	5,0
Zimbabwe	-2,4	-4,4	-10,4	-4,2	-7,1
Afrique subsaharienne	3,2	3,4	4,1	5,3	4,6
Afrique du Sud et Nigéria non compris	3,8	3,8	3,5	6,4	5,0
Zone CFA	5,6	3,3	5,5	7,6	3,3
UEMOA	3,5	2,0	4,1	3,2	3,7
CEMAC	8,8	5,0	7,2	12,9	2,8
SADC	2,3	3,9	2,9	4,2	4,7
COMESA	2,4	3,0	1,3	6,1	5,7
Pays producteurs de pétrole	4,3	3,8	8,1	8,2	4,7
Pays non producteurs de pétrole	2,8	3,3	2,9	4,5	4,5
PPTÉ (pays ayant atteint le point d'achèvement)	5,1	3,7	4,2	6,7	6,2
Régime de taux de change fixe	4,1	2,4	3,5	5,7	2,2
Régime de taux de change flottant	2,9	3,7	4,3	5,3	5,2

Sources : FMI, base de données du Département Afrique, 1^{er} septembre 2005; base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*, 1^{er} septembre 2005. Les données de 2005 sont des projections des services du FMI.

Tableau AS2. Croissance du PIB réel, hors pétrole
(Pourcentages)

	1997–2001	2002	2003	2004	2005
Pays producteurs de pétrole					
Angola	8,5	7,9	9,8	9,3	10,9
Cameroun	5,5	4,9	4,9	4,7	3,7
Congo, Rép. du	1,7	8,5	5,4	5,2	5,5
Côte d'Ivoire	1,7	-1,8	-2,1	1,6	0,8
Gabon	2,8	0,6	0,8	2,3	3,0
Guinée équatoriale	13,9	11,0	13,0	14,2	11,2
Nigéria	3,7	8,0	4,4	7,4	4,9
São Tomé-et-Príncipe	2,6	4,1	4,0	3,8	3,2
Tchad	3,5	7,9	1,6	-8,1	-0,2
Pays non producteurs de pétrole					
Afrique du Sud	2,5	3,6	2,8	3,7	4,3
Bénin	5,2	4,5	3,9	3,1	3,9
Botswana	5,7	5,8	5,6	5,0	4,6
Burkina Faso	5,9	5,2	7,9	4,6	3,5
Burundi	1,1	4,5	-1,2	4,8	5,0
Cap-Vert	8,3	5,4	6,2	4,4	6,3
Comores	2,4	2,3	2,1	1,9	2,8
Congo, Rép. dém. du	-4,1	3,5	5,7	6,8	6,6
Éthiopie	4,5	1,3	-3,9	11,5	7,3
Gambie	5,8	-3,2	6,9	5,1	4,7
Ghana	4,2	4,5	5,2	5,8	5,8
Guinée	4,1	4,2	1,2	2,7	3,0
Guinée-Bissau	-1,1	-7,2	0,6	-1,5	2,3
Kenya	2,3	0,3	2,8	4,3	4,7
Lesotho	1,4	3,7	3,2	3,0	0,8
Madagascar	4,6	-12,7	9,8	5,3	6,3
Malawi	1,6	2,1	3,9	4,6	2,1
Mali	5,1	4,3	7,2	2,2	6,4
Maurice	5,8	3,5	3,2	4,3	3,6
Mozambique	9,3	8,2	7,8	7,2	7,7
Namibie	3,4	2,5	3,7	4,2	3,6
Niger	3,7	3,0	5,3	0,9	4,2
Ouganda	5,5	6,9	4,5	5,8	5,9
République Centrafricaine	3,4	-0,6	-7,6	1,3	2,2
Rwanda	8,6	9,4	0,9	4,0	4,0
Sénégal	4,3	1,1	6,5	6,2	5,7
Seychelles	3,7	1,3	-6,3	-2,0	-2,8
Sierra Leone	-0,9	27,5	9,3	7,4	7,5
Swaziland	2,9	1,1	2,7	2,6	2,4
Tanzanie	4,4	7,2	7,1	6,7	6,9
Togo	0,8	4,5	4,4	2,9	3,0
Zambie	2,4	3,3	5,1	5,0	5,0
Zimbabwe	-2,4	-4,4	-10,4	-4,2	-7,1
Afrique subsaharienne	3,9	4,0	3,4	4,9	4,7
Afrique du Sud et Nigéria non compris	4,8	3,5	3,5	5,2	5,1
Zone CFA	5,2	3,5	4,4	3,6	4,3
UEMOA	3,5	1,9	4,0	3,1	3,6
CEMAC	6,1	5,7	4,9	4,2	5,0
SADC	2,4	3,6	3,2	4,1	4,5
COMESA	2,7	2,3	2,1	5,9	5,2
Pays producteurs de pétrole	5,0	6,5	4,8	6,3	5,4
Pays non producteurs de pétrole	2,8	3,3	2,9	4,5	4,6
PPTE (pays ayant atteint le point d'achèvement)	5,1	3,6	4,2	6,7	6,2
Régime de taux de change fixe	3,7	2,5	2,6	2,9	3,0
Régime de taux de change flottant	3,2	4,4	3,5	5,4	5,2

Sources : FMI, base de données du Département Afrique, 1^{er} septembre 2005; base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*, 1^{er} septembre 2005. Les données de 2005 sont des projections des services du FMI.

Tableau AS3. Croissance du PIB réel par habitant
(Pourcentages)

	1997–2001	2002	2003	2004	2005
Pays producteurs de pétrole					
Angola	1,9	11,1	0,5	8,0	11,4
Cameroun	1,8	-0,2	1,3	0,7	—
Congo, Rép. du	-0,5	2,4	-2,6	0,7	6,1
Côte d'Ivoire	-1,1	-4,4	-4,5	-1,3	-1,9
Gabon	-2,4	-2,4	-0,1	-1,1	-0,3
Guinée équatoriale	51,8	7,2	18,6	29,7	-2,1
Nigéria	-0,1	-1,2	7,7	3,2	1,3
São Tomé-et-Príncipe	0,2	2,1	2,0	1,8	1,2
Tchad	0,6	7,3	8,6	26,6	3,3
Pays non producteurs de pétrole					
Afrique du Sud	1,0	2,4	1,8	2,7	3,3
Bénin	2,3	-1,1	1,1	0,3	1,0
Botswana	4,8	4,5	6,4	5,0	4,2
Burkina Faso	3,3	2,6	5,3	2,0	1,0
Burundi	-1,0	0,7	-4,0	2,8	2,9
Cap-Vert	5,7	3,6	4,3	2,5	4,9
Comores	-0,3	-0,4	-0,6	-0,8	0,1
Congo, Rép. dém. du	-6,7	0,5	2,6	3,7	3,5
Éthiopie	1,5	-1,1	-6,9	8,4	4,4
Gambie	2,2	-5,7	4,2	2,4	2,0
Ghana	1,6	1,9	2,6	3,2	3,2
Guinée	1,5	1,3	-1,6	-0,2	—
Guinée-Bissau	-3,0	-11,5	-1,8	-10,2	-0,2
Kenya	—	-1,8	0,7	2,2	2,8
Lesotho	-0,2	1,8	0,9	1,2	-1,1
Madagascar	1,5	-15,2	6,7	2,0	3,2
Malawi	-1,0	—	1,9	2,5	0,1
Mali	2,6	1,9	4,8	-0,1	4,1
Maurice	5,3	2,5	2,2	3,3	2,7
Mozambique	7,1	5,6	3,7	6,1	5,2
Namibie	0,3	-0,5	0,7	1,2	0,6
Niger	0,4	-0,1	2,2	-2,1	1,0
Ouganda	2,0	3,4	1,0	2,3	2,3
République Centrafricaine	1,4	-2,5	-9,4	-0,7	0,2
Rwanda	3,2	7,1	-1,9	1,2	1,2
Sénégal	1,9	-1,2	3,6	3,3	2,9
Seychelles	2,5	1,7	-7,4	-3,2	-3,9
Sierra Leone	-3,5	24,2	6,5	4,6	4,8
Swaziland	0,6	1,1	1,6	1,5	1,7
Tanzanie	1,9	5,1	5,0	4,4	4,6
Togo	-2,3	1,3	1,3	-0,2	-0,1
Zambie	0,2	0,9	2,7	2,5	2,5
Zimbabwe	-2,0	-4,1	-11,3	-3,9	-7,1
Afrique subsaharienne	1,0	1,4	2,1	3,4	2,6
Afrique du Sud et Nigéria non compris	1,3	1,2	0,9	3,9	2,4
Zone CFA	2,9	0,2	2,7	4,7	0,6
UEMOA	0,8	-1,0	1,3	0,2	0,9
CEMAC	5,9	1,7	4,5	10,1	0,2
SADC	0,7	2,5	1,5	2,9	3,4
COMESA	—	0,6	-1,2	3,6	3,1
Pays producteurs de pétrole	1,5	0,8	5,2	5,3	2,0
Pays non producteurs de pétrole	0,9	1,6	1,1	2,8	2,8
PPTE (pays ayant atteint le point d'achèvement)	2,2	0,9	1,3	3,9	3,4
Régime de taux de change fixe	1,9	-0,1	1,1	3,4	—
Régime de taux de change flottant	0,8	1,8	2,3	3,3	3,3

Sources : FMI, base de données du Département Afrique, 1^{er} septembre 2005; base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*, 1^{er} septembre 2005. Les données de 2005 sont des projections des services du FMI.

Tableau AS4. PIB réel par habitant*(En dollars EU, aux prix de 2000, calculés aux taux de change de 2000)*

	1997–2001	2002	2003	2004	2005
Pays producteurs de pétrole					
Angola	679	763	767	828	922
Cameroun	646	665	673	678	678
Congo, Rép. du	1.101	1.143	1.114	1.121	1.190
Côte d'Ivoire	665	590	564	557	546
Gabon	4.551	4.108	4.104	4.059	4.046
Guinée équatoriale	2.472	4.306	5.105	6.623	6.484
Nigéria	356	355	382	394	399
São Tomé-et-Príncipe	314	326	332	338	342
Tchad	197	215	233	295	305
Pays non producteurs de pétrole					
Afrique du Sud	2.944	3.106	3.161	3.247	3.355
Bénin	372	386	390	391	396
Botswana	3.184	3.656	3.891	4.086	4.260
Burkina Faso	229	248	261	266	269
Burundi	111	108	104	107	110
Cap-Vert	1.166	1.333	1.390	1.425	1.494
Comores	362	356	354	352	352
Congo. Rép. dém. du	92	79	81	84	87
Éthiopie	102	106	99	107	112
Gambie	311	308	321	329	335
Ghana	268	281	289	298	307
Guinée	374	385	379	378	378
Guinée-Bissau	176	151	148	133	133
Kenya	414	410	413	423	434
Lesotho	399	402	406	411	407
Madagascar	247	218	233	238	245
Malawi	153	144	146	150	150
Mali	249	268	281	281	292
Maurice	3.613	4.140	4.230	4.370	4.489
Mozambique	213	252	261	277	291
Namibie	1.846	1.837	1.850	1.871	1.882
Niger	173	174	177	174	175
Ouganda	255	274	277	283	290
République Centrafricaine	255	248	225	223	223
Rwanda	236	258	253	256	259
Sénégal	470	483	501	517	532
Seychelles	7.457	7.597	7.032	6.809	6.543
Sierra Leone	143	189	202	211	221
Swaziland	1.343	1.365	1.387	1.408	1.432
Tanzanie	266	294	309	322	337
Togo	286	275	278	278	277
Zambie	313	325	334	342	351
Zimbabwe	733	651	577	555	515
Afrique subsaharienne	528	536	544	557	568
Afrique du Sud et Nigéria non compris	331	337	338	348	356
Zone CFA	475	476	482	493	496
UEMOA	371	362	364	364	366
CEMAC	713	737	752	790	796
SADC	931	958	965	986	1.012
COMESA	275	274	270	278	286
Pays producteurs de pétrole	468	472	491	510	520
Pays non producteurs de pétrole	555	564	567	577	589
PPTTE (pays ayant atteint le point d'achèvement)	217	229	234	242	250
Régime de taux de change fixe	569	565	565	574	575
Régime de taux de change flottant	518	529	539	552	566

Sources : FMI, base de données du Département Afrique, 1^{er} septembre 2005; base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*, 1^{er} septembre 2005. Les données de 2005 sont des projections des services du FMI.

Tableau AS5. Prix à la consommation
(Pourcentage moyen de variation annuelle)

	1997–2001	2002	2003	2004	2005
Pays producteurs de pétrole					
Angola	211,0	108,9	98,3	43,6	22,0
Cameroun	2,9	6,3	0,6	0,3	1,5
Congo, Rép. du	3,8	3,1	1,5	3,6	2,0
Côte d'Ivoire	3,3	3,1	3,3	1,5	3,0
Gabon	1,7	0,2	2,1	0,4	1,0
Guinée équatoriale	6,0	7,6	7,3	4,2	6,0
Nigéria	10,0	13,7	14,0	15,0	15,9
São Tomé-et-Príncipe	29,6	9,2	9,6	12,8	15,1
Tchad	3,5	5,2	-1,8	-5,3	3,0
Pays non producteurs de pétrole					
Afrique du Sud	6,4	9,2	5,8	1,4	3,9
Bénin	3,6	2,4	1,5	0,9	2,5
Botswana	7,7	8,1	9,6	6,6	6,8
Burkina Faso	2,1	2,3	2,0	-0,4	4,0
Burundi	16,1	-1,3	10,7	8,0	16,3
Cap-Vert	3,6	1,8	1,2	-1,9	0,7
Comores	2,8	3,5	3,8	4,5	3,0
Congo, Rép. dém. du	284,1	25,3	12,8	3,9	23,2
Éthiopie	0,6	-7,2	15,1	8,6	6,8
Gambie	2,6	8,6	17,0	14,2	5,0
Ghana	22,6	14,8	26,7	12,6	14,3
Guinée	4,7	3,0	12,9	17,5	26,3
Guinée-Bissau	13,4	3,3	3,0	3,0	2,0
Kenya	8,0	2,0	9,8	11,6	11,0
Lesotho	7,6	11,7	7,6	5,0	4,3
Madagascar	7,3	16,2	-1,1	14,0	10,4
Malawi	28,1	14,9	9,6	11,6	12,3
Mali	1,3	2,4	-1,3	-3,1	3,8
Maurice	6,1	5,9	5,1	4,3	5,3
Mozambique	6,3	16,8	13,4	12,6	7,7
Namibie	8,4	11,3	7,2	4,1	5,8
Niger	2,4	2,7	-1,8	0,4	2,4
Ouganda	4,8	-2,0	5,7	5,0	8,2
République Centrafricaine	1,1	2,3	4,4	-2,2	2,4
Rwanda	4,7	2,0	7,4	12,0	7,0
Sénégal	1,5	2,3	—	0,5	1,5
Seychelles	3,1	0,2	3,2	3,9	2,3
Sierra Leone	17,3	-3,7	7,5	14,2	8,5
Swaziland	7,2	11,7	7,4	3,5	5,5
Tanzanie	9,8	4,6	4,5	4,3	4,1
Togo	2,4	3,1	-0,9	1,2	1,7
Zambie	24,7	22,2	21,5	18,0	17,0
Zimbabwe	47,4	133,2	365,0	350,0	190,4
Afrique subsaharienne	14,6	12,1	13,4	9,4	9,9
Afrique du Sud et Nigéria non compris	23,0	14,2	19,6	14,5	13,2
Zone CFA	2,8	3,8	1,4	0,2	2,8
UEMOA	2,6	2,7	0,9	0,3	2,8
CEMAC	3,1	5,2	2,0	0,2	2,9
SADC	21,0	17,6	16,7	10,4	10,3
COMESA	40,5	22,4	33,9	25,7	21,0
Pays producteurs de pétrole	20,1	18,7	17,0	12,7	11,8
Pays non producteurs de pétrole	13,2	10,3	12,4	8,4	9,4
PPTE (pays ayant atteint le point d'achèvement)	6,8	3,6	9,8	6,8	7,4
Régime de taux de change fixe	9,8	16,3	22,1	18,2	14,5
Régime de taux de change flottant	15,9	11,1	11,4	7,4	8,8

Sources : FMI, base de données du Département Afrique, 1^{er} septembre 2005; base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*, 1^{er} septembre 2005. Les données de 2005 sont des projections des services du FMI.

Tableau AS6. Investissement total
(En pourcentage du PIB)

	1997–2001	2002	2003	2004	2005
Pays producteurs de pétrole					
Angola	23,3	13,3	12,8	9,2	11,3
Cameroun	18,1	19,8	17,5	17,1	17,8
Congo, Rép. du	24,8	23,3	25,7	24,2	21,9
Côte d'Ivoire	12,6	10,1	10,1	10,8	8,8
Gabon	28,4	24,4	24,0	24,3	22,7
Guinée équatoriale	74,7	90,2	55,4	27,4	9,5
Nigéria	23,1	26,2	23,9	22,4	22,5
São Tomé-et-Príncipe	39,4	32,5	36,1	34,5	37,3
Tchad	23,5	62,9	53,5	24,1	18,8
Pays non producteurs de pétrole					
Afrique du Sud	16,2	16,1	17,2	17,7	17,4
Bénin	19,6	17,3	19,8	19,0	20,3
Botswana	25,5	27,1	28,9	27,6	27,5
Burkina Faso	20,2	17,5	17,0	18,6	17,9
Burundi	6,2	6,4	11,3	13,7	11,8
Cap-Vert	22,2	21,8	18,7	20,4	22,5
Comores	12,4	12,2	11,6	10,2	10,9
Congo, Rép. dém. du	15,8	9,0	12,2	12,8	17,7
Éthiopie	16,9	20,4	21,0	21,2	25,0
Gambie	18,4	21,6	20,0	28,5	24,4
Ghana	24,0	19,7	22,9	27,9	29,6
Guinée	19,0	13,1	9,9	11,3	11,4
Guinée-Bissau	15,9	9,9	13,1	13,0	21,2
Kenya	13,7	12,0	13,1	17,2	19,5
Lesotho	45,7	37,6	34,1	32,4	31,3
Madagascar	15,3	14,3	17,9	27,5	24,8
Malawi	13,4	10,4	10,9	11,2	16,3
Mali	21,9	18,6	27,0	19,1	20,3
Maurice	25,7	21,7	22,9	24,2	23,8
Mozambique	27,9	29,8	25,9	20,1	21,3
Namibie	22,4	17,2	22,7	22,7	23,7
Niger	11,4	14,2	14,2	16,4	15,9
Ouganda	18,3	19,4	20,5	22,9	23,8
République Centrafricaine	9,6	9,0	6,0	6,5	7,5
Rwanda	16,4	16,9	18,4	20,5	21,1
Sénégal	18,5	16,7	20,7	23,4	23,9
Seychelles	29,0	24,2	9,0	11,3	11,7
Sierra Leone	4,8	10,1	14,3	19,6	20,6
Swaziland	21,2	19,8	18,0	18,2	17,8
Tanzanie	16,2	19,1	18,6	18,4	18,9
Togo	21,2	21,3	27,0	27,0	28,1
Zambie	17,4	22,0	25,6	25,1	22,9
Zimbabwe	15,5	-8,8	-13,0	5,1	7,3
Afrique subsaharienne	18,3	16,5	18,3	18,8	18,7
Afrique du Sud et Nigéria non compris	18,9	14,1	17,5	18,7	18,7
Zone CFA	19,2	21,3	20,8	18,8	17,3
UEMOA	16,3	14,5	16,8	16,9	16,7
CEMAC	23,1	29,8	25,9	21,0	17,9
SADC	17,4	12,9	16,4	17,5	17,4
COMESA	17,4	7,5	12,9	16,8	17,9
Pays producteurs de pétrole	21,7	23,8	21,6	19,0	18,3
Pays non producteurs de pétrole	17,3	13,7	17,0	18,7	18,9
PPTÉ (pays ayant atteint le point d'achèvement)	19,1	19,1	20,6	21,6	22,6
Régime de taux de change fixe	19,7	12,0	17,6	19,1	17,9
Régime de taux de change flottant	18,0	18,2	18,5	18,7	18,9

Sources : FMI, base de données du Département Afrique, 1^{er} septembre 2005; base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*, 1^{er} septembre 2005. Les données de 2005 sont des projections des services du FMI.

Tableau AS7. Épargne intérieure
(En pourcentage du PIB)

	1997–2001	2002	2003	2004	2005
Pays producteurs de pétrole					
Angola	24,4	25,2	19,4	24,7	28,4
Cameroun	19,1	19,0	17,8	17,9	18,7
Congo, Rép. du	44,0	50,0	51,3	51,4	53,2
Côte d'Ivoire	20,1	26,3	19,8	17,4	18,6
Gabon	49,8	43,6	48,1	49,4	54,5
Guinée équatoriale	50,5	56,4	59,4	59,9	60,3
Nigéria	29,8	25,4	32,1	39,6	39,0
São Tomé-et-Príncipe	-13,5	-17,5	-16,7	-22,0	-22,0
Tchad	3,5	10,7	20,6	39,8	45,2
Pays non producteurs de pétrole					
Afrique du Sud	18,4	19,8	18,1	17,2	16,2
Bénin	7,8	3,8	6,9	6,2	7,4
Botswana	39,7	38,3	37,8	37,4	39,8
Burkina Faso	5,4	4,2	4,1	7,4	5,6
Burundi	-4,4	-11,4	-8,2	-8,4	-14,6
Cap-Vert	-12,1	-14,5	-15,0	-10,6	-7,3
Comores	-6,1	1,7	0,8	-2,6	-4,5
Congo, Rép. dém. du	17,4	4,0	5,0	3,9	4,4
Éthiopie	4,3	2,5	2,4	0,3	1,9
Gambie	10,6	13,3	10,7	10,9	8,6
Ghana	6,2	7,3	10,9	7,2	10,2
Guinée	15,2	9,1	7,4	8,9	9,8
Guinée-Bissau	-12,0	-17,4	-1,9	-4,8	-3,4
Kenya	6,2	4,9	6,2	8,0	3,5
Lesotho	-20,3	-18,7	-15,2	-11,3	-17,8
Madagascar	8,4	7,7	8,9	11,1	9,9
Malawi	2,7	-6,8	-11,6	-11,5	-3,9
Mali	12,3	18,5	19,9	14,2	12,1
Maurice	23,5	24,5	24,8	24,8	23,2
Mozambique	10,2	11,0	10,1	11,8	12,1
Namibie	13,2	10,6	14,5	13,9	14,8
Niger	3,5	5,3	4,7	6,7	6,9
Ouganda	7,6	4,9	6,2	9,7	10,5
République Centrafricaine	4,7	3,9	0,1	—	1,2
Rwanda	-0,6	—	-0,8	2,4	-1,4
Sénégal	11,0	5,6	7,7	9,8	9,9
Seychelles	15,8	19,0	12,9	11,3	-7,7
Sierra Leone	-6,0	-9,4	-7,0	3,4	2,2
Swaziland	3,6	20,2	17,0	10,8	8,8
Tanzanie	5,8	11,8	9,8	7,9	7,5
Togo	7,7	6,8	9,0	9,9	9,7
Zambie	6,4	8,7	12,9	18,4	20,8
Zimbabwe	13,3	-12,5	-21,1	-2,1	0,7
Afrique subsaharienne	18,0	15,3	17,7	19,8	20,1
Afrique du Sud et Nigéria non compris	14,2	10,0	12,9	16,2	17,5
Zone CFA	20,0	21,2	21,1	22,7	25,2
UEMOA	13,2	14,6	12,9	12,1	12,1
CEMAC	28,9	29,6	31,2	34,7	38,9
SADC	17,5	13,7	15,7	16,9	16,7
COMESA	11,0	2,6	6,1	11,7	12,5
Pays producteurs de pétrole	28,1	26,8	29,1	34,0	35,6
Pays non producteurs de pétrole	14,5	11,1	13,3	14,2	13,5
PPTÉ (pays ayant atteint le point d'achèvement)	7,3	7,7	8,5	8,1	8,5
Régime de taux de change fixe	18,9	10,4	16,2	21,0	22,9
Régime de taux de change flottant	17,7	17,3	18,1	19,4	19,3

Sources : FMI, base de données du Département Afrique, 1^{er} septembre 2005; base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*, 1^{er} septembre 2005. Les données de 2005 sont des projections des services du FMI.

Tableau AS8. Solde budgétaire global, dons compris*(En pourcentage du PIB)*

	1997-2001	2002	2003	2004	2005
Pays producteurs de pétrole					
Angola	-14,1	-9,3	-5,9	0,6	7,3
Cameroun	-0,3	1,5	1,2	-0,7	1,5
Congo, Rép. du	-6,9	-8,1	0,4	3,9	18,3
Côte d'Ivoire	-1,5	-1,5	-2,6	-1,7	-0,2
Gabon	0,7	3,5	7,4	7,5	11,0
Guinée équatoriale	5,1	17,7	6,8	12,5	16,3
Nigéria	-2,8	-4,2	-1,3	7,7	10,0
São Tomé-et-Príncipe	-24,0	-16,4	-17,0	-26,3	51,4
Tchad	-5,3	-5,9	-6,7	-3,7	-4,2
Pays non producteurs de pétrole					
Afrique du Sud	-2,4	-1,2	-2,0	-1,7	-1,9
Bénin	0,2	-2,3	-2,2	-1,1	-2,4
Botswana	1,5	-4,0	-2,8	-1,4	-0,7
Burkina Faso	-2,6	-4,8	-2,9	-4,3	-4,0
Burundi	-4,8	-1,4	-5,9	-4,3	-0,2
Cap-Vert	-10,6	-2,6	-3,5	-1,5	-1,9
Comores	-2,9	-5,1	-4,1	-3,0	-0,5
Congo, Rép. dém. du	-5,0	-2,7	-4,7	-4,6	-2,8
Éthiopie	-6,8	-9,3	-8,6	-4,6	-6,8
Gambie	-5,5	-4,6	-4,7	-5,7	-5,6
Ghana	-8,4	-5,0	-3,3	-3,1	-1,4
Guinée	-2,8	-4,4	-6,0	-4,9	-0,5
Guinée-Bissau	-12,9	-12,0	-14,4	-8,4	-14,4
Kenya	-0,9	-3,2	-1,7	—	-1,7
Lesotho	-3,8	-4,2	0,7	3,3	-2,5
Madagascar	-3,6	-5,5	-4,2	-4,9	-5,0
Malawi	-5,7	-11,6	-6,5	-5,9	-4,3
Mali	-3,1	-4,3	-2,2	-4,0	-4,6
Maurice	-4,9	-6,0	-6,2	-5,4	-5,1
Mozambique	-3,6	-7,2	-4,1	-4,2	-6,3
Namibie	-3,2	-3,7	-6,9	-3,4	-2,7
Niger	-3,6	-2,8	-2,7	-3,3	-4,0
Ouganda	-3,0	-5,3	-4,3	-1,8	-0,7
République Centrafricaine	-0,9	-1,2	-3,1	-2,3	-2,7
Rwanda	-2,0	-1,7	-2,3	-0,2	-0,8
Sénégal	-0,6	-0,6	-1,7	-3,1	-3,5
Seychelles	-10,6	-18,7	2,6	-1,5	7,2
Sierra Leone	-9,0	-8,3	-6,7	-3,5	-4,0
Swaziland	-0,5	-4,2	-3,1	-2,7	-4,1
Tanzanie	-1,0	-1,0	-1,4	-3,0	-4,5
Togo	-2,8	-0,4	2,4	1,9	1,4
Zambie	-4,4	-5,1	-6,0	-3,0	-2,5
Zimbabwe	-8,7	-2,7	-0,2	-7,0	-16,1
Afrique subsaharienne	-3,0	-2,8	-2,2	-0,4	0,5
Afrique du Sud et Nigéria non compris	-3,6	-3,4	-2,6	-1,6	-0,3
Zone CFA	-1,3	-0,7	-0,4	-0,1	2,3
UEMOA	-1,8	-2,2	-2,3	-2,4	-2,3
CEMAC	-0,8	1,2	2,0	2,6	7,0
SADC	-3,2	-2,5	-2,5	-1,9	-1,7
COMESA	-5,3	-4,8	-4,2	-2,4	-1,4
Pays producteurs de pétrole	-3,1	-3,1	-1,1	4,3	7,9
Pays non producteurs de pétrole	-3,0	-2,7	-2,6	-2,2	-2,6
PPTÉ (pays ayant atteint le point d'achèvement)	-3,6	-4,3	-3,4	-3,4	-3,9
Régime de taux de change fixe	-2,3	-1,9	-0,9	-0,8	0,4
Régime de taux de change flottant	-3,1	-3,2	-2,6	-0,3	0,6

Sources : FMI, base de données du Département Afrique, 1^{er} septembre 2005; base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*, 1^{er} septembre 2005. Les données de 2005 sont des projections des services du FMI.

Tableau AS9. Solde budgétaire global, hors dons*(En pourcentage du PIB)*

	1997-2001	2002	2003	2004	2005
Pays producteurs de pétrole					
Angola	-16,8	-9,3	-6,7	0,2	7,2
Cameroun	-0,5	1,2	0,7	-0,8	1,2
Congo, Rép. du	-7,2	-8,3	-0,1	3,6	18,0
Côte d'Ivoire	-2,0	-2,0	-3,2	-2,6	-0,7
Gabon	0,7	3,4	7,4	7,4	10,9
Guinée équatoriale	4,7	17,7	6,7	12,4	16,2
Nigéria	-2,8	-4,2	-1,3	7,7	10,0
São Tomé-et-Príncipe	-49,7	-43,6	-49,5	-57,2	23,2
Tchad	-10,7	-12,0	-14,8	-6,6	-8,4
Pays non producteurs de pétrole					
Afrique du Sud	-2,4	-1,2	-2,0	-1,7	-1,9
Bénin	-2,8	-3,3	-4,2	-3,7	-5,3
Botswana	1,1	-4,2	-3,0	-1,8	-1,1
Burkina Faso	-9,4	-10,0	-8,2	-8,6	-9,3
Burundi	-7,1	-5,7	-13,8	-19,7	-20,9
Cap-Vert	-19,3	-11,3	-9,0	-7,9	-8,1
Comores	-9,1	-9,3	-6,4	-4,9	-3,6
Congo, Rép. dém. du	-5,0	-3,1	-6,7	-6,5	-12,1
Éthiopie	-10,3	-14,0	-16,8	-11,4	-13,5
Gambie	-7,3	-9,1	-7,2	-10,2	-7,4
Ghana	-11,3	-8,1	-8,0	-9,5	-7,3
Guinée	-5,6	-6,2	-8,8	-5,9	-1,7
Guinée-Bissau	-23,1	-18,3	-22,3	-23,1	-28,2
Kenya	-1,8	-3,9	-3,6	-1,1	-3,1
Lesotho	-6,4	-8,1	-1,4	0,7	-5,3
Madagascar	-6,8	-7,7	-9,3	-13,1	-9,9
Malawi	-12,1	-17,4	-17,3	-17,6	-23,2
Mali	-7,8	-8,0	-6,6	-7,9	-9,8
Maurice	-5,0	-6,2	-6,5	-5,8	-5,4
Mozambique	-13,8	-17,5	-13,6	-11,5	-13,7
Namibie	-3,4	-3,8	-7,0	-3,6	-2,9
Niger	-8,3	-7,7	-7,5	-8,8	-7,3
Ouganda	-8,7	-12,3	-10,8	-11,1	-9,7
République Centrafricaine	-7,0	-5,0	-4,6	-5,6	-4,5
Rwanda	-9,1	-8,9	-10,3	-12,1	-12,7
Sénégal	-2,8	-2,4	-3,8	-5,2	-5,3
Seychelles	-11,2	-18,7	2,6	-1,5	6,4
Sierra Leone	-13,4	-16,5	-14,4	-12,5	-13,4
Swaziland	-1,3	-5,4	-4,1	-3,7	-4,6
Tanzanie	-4,5	-5,1	-7,2	-8,7	-10,8
Togo	-3,8	-0,8	1,9	1,2	0,6
Zambie	-10,7	-13,4	-13,0	-8,5	-8,4
Zimbabwe	-9,7	-2,8	-0,4	-7,1	-16,1
Afrique subsaharienne	-4,1	-3,9	-3,5	-1,6	-0,8
Afrique du Sud et Nigéria non compris	-6,0	-5,4	-5,4	-4,4	-3,3
Zone CFA	-3,1	-2,2	-2,2	-1,7	0,7
UEMOA	-4,3	-4,2	-4,6	-4,9	-4,7
CEMAC	-1,6	0,3	0,9	2,0	6,3
SADC	-4,0	-3,2	-3,3	-2,6	-2,6
COMESA	-7,6	-6,5	-7,1	-5,5	-4,8
Pays producteurs de pétrole	-3,6	-3,4	-1,6	4,0	7,6
Pays non producteurs de pétrole	-4,3	-4,1	-4,2	-3,8	-4,4
PPTÉ (pays ayant atteint le point d'achèvement)	-7,9	-8,7	-8,9	-9,1	-9,5
Régime de taux de change fixe	-3,9	-2,8	-2,3	-2,1	-1,0
Régime de taux de change flottant	-4,2	-4,3	-3,8	-1,4	-0,8

Sources : FMI, base de données du Département Afrique, 1^{er} septembre 2005; base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*, 1^{er} septembre 2005. Les données de 2005 sont des projections des services du FMI.

Tableau AS10. Recettes publiques, hors dons*(En pourcentage du PIB)*

	1997–2001	2002	2003	2004	2005
Pays producteurs de pétrole					
Angola	42,6	40,5	37,5	37,0	39,8
Cameroun	15,2	17,4	16,1	15,1	17,0
Congo, Rép. du	26,9	27,2	29,1	32,2	40,9
Côte d'Ivoire	17,6	17,8	16,9	17,6	17,1
Gabon	32,7	31,5	29,8	29,1	29,7
Guinée équatoriale	22,6	32,6	31,0	35,5	35,8
Nigéria	19,8	22,9	21,0	26,7	27,8
São Tomé-et-Príncipe	19,4	23,3	25,6	28,4	99,7
Tchad	7,8	7,9	8,1	8,4	8,5
Pays non producteurs de pétrole					
Afrique du Sud	23,5	23,4	23,4	24,4	24,9
Bénin	15,0	16,3	16,6	16,4	17,4
Botswana	42,7	40,1	39,2	38,9	40,1
Burkina Faso	11,8	11,4	12,1	12,8	13,3
Burundi	17,2	20,3	21,1	20,1	18,2
Cap-Vert	20,3	22,6	21,2	22,7	21,9
Comores	12,2	16,7	16,1	14,5	16,5
Congo, Rép. dém. du	5,4	7,9	7,7	9,6	10,7
Éthiopie	18,2	20,0	20,0	19,1	20,1
Gambie	17,8	16,3	15,7	20,9	20,8
Ghana	17,6	18,0	20,8	23,8	24,6
Guinée	11,1	12,0	10,5	10,5	12,2
Guinée-Bissau	15,4	15,9	16,2	17,3	19,4
Kenya	20,3	19,6	19,7	21,5	21,3
Lesotho	42,8	39,2	40,4	45,7	44,0
Madagascar	11,6	8,0	10,3	12,0	12,1
Malawi	16,9	17,7	22,0	23,6	24,8
Mali	13,2	15,2	15,5	16,1	16,5
Maurice	19,5	18,3	20,0	19,9	20,2
Mozambique	12,0	12,4	12,9	12,3	13,5
Namibie	32,4	31,9	30,6	32,3	31,1
Niger	8,9	10,6	9,9	10,7	10,9
Ouganda	11,3	12,2	12,2	12,7	12,6
République Centrafricaine	8,9	10,8	7,7	8,1	8,3
Rwanda	10,4	12,3	13,5	13,9	14,5
Sénégal	17,2	19,1	19,3	19,3	19,7
Seychelles	42,5	39,9	49,4	49,1	50,6
Sierra Leone	8,9	12,1	12,4	12,3	13,0
Swaziland	28,5	25,4	25,3	29,0	18,7
Tanzanie	11,2	11,0	11,4	11,8	13,0
Togo	13,5	12,6	16,8	16,0	15,6
Zambie	19,0	17,9	18,0	18,4	18,4
Zimbabwe	25,0	17,9	24,9	33,9	35,6
Afrique subsaharienne	21,4	21,2	21,7	23,5	24,4
Afrique du Sud et Nigéria non compris	19,5	19,4	20,4	21,5	22,9
Zone CFA	17,5	18,6	18,1	18,7	20,3
UEMOA	15,4	16,1	16,1	16,4	16,5
CEMAC	20,2	21,7	20,7	21,2	24,2
SADC	23,7	22,6	23,8	24,9	25,8
COMESA	21,2	20,1	22,1	24,0	25,3
Pays producteurs de pétrole	22,2	24,2	22,6	25,8	27,9
Pays non producteurs de pétrole	21,0	20,1	21,3	22,5	23,0
PPTÉ (pays ayant atteint le point d'achèvement)	13,8	14,2	14,9	15,7	16,4
Régime de taux de change fixe	21,7	20,4	21,9	22,7	23,8
Régime de taux de change flottant	21,3	21,5	21,6	23,7	24,6

Sources : FMI, base de données du Département Afrique, 1^{er} septembre 2005; base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*, 1^{er} septembre 2005. Les données de 2005 sont des projections des services du FMI.

Tableau AS11. Dépenses publiques
(En pourcentage du PIB)

	1997-2001	2002	2003	2004	2005
Pays producteurs de pétrole					
Angola	59,4	49,8	44,2	36,8	32,6
Cameroun	15,7	16,2	15,4	16,0	15,8
Congo, Rép. du	34,1	35,5	29,3	28,6	22,9
Côte d'Ivoire	19,7	19,9	20,2	20,2	17,8
Gabon	31,9	28,1	22,4	21,7	18,8
Guinée équatoriale	17,9	14,9	24,2	23,0	19,5
Nigéria	22,6	27,1	22,3	19,1	17,8
São Tomé-et-Príncipe	69,1	66,9	75,1	85,6	76,5
Tchad	18,5	19,9	22,8	15,0	16,9
Pays non producteurs de pétrole					
Afrique du Sud	25,9	24,6	25,4	26,1	26,8
Bénin	17,7	19,6	20,8	20,1	22,6
Botswana	41,7	44,3	42,1	40,7	41,3
Burkina Faso	21,2	21,4	20,3	21,4	22,6
Burundi	24,3	25,9	34,9	39,8	39,1
Cap-Vert	39,5	33,9	30,3	30,6	30,0
Comores	21,3	26,0	22,5	19,5	20,1
Congo, Rép. dém. du	10,5	11,0	14,4	16,1	22,8
Éthiopie	28,5	34,0	36,8	30,5	33,6
Gambie	25,2	25,4	22,9	31,2	28,3
Ghana	28,8	26,1	28,8	33,3	31,9
Guinée	16,7	18,3	19,2	16,5	13,8
Guinée-Bissau	38,5	34,2	38,5	40,4	47,6
Kenya	22,1	23,5	23,4	22,6	24,5
Lesotho	49,2	47,3	41,8	45,0	49,4
Madagascar	18,3	15,7	19,6	25,2	21,9
Malawi	29,1	35,1	39,3	41,1	48,0
Mali	21,0	23,2	22,2	24,0	26,3
Maurice	24,5	24,5	26,5	25,7	25,6
Mozambique	25,8	30,0	26,5	23,7	27,2
Namibie	35,8	35,6	37,6	35,9	34,1
Niger	17,2	18,4	17,4	19,5	18,2
Ouganda	20,0	24,5	23,0	23,8	22,3
République Centrafricaine	15,9	15,8	12,3	13,7	12,8
Rwanda	19,6	21,2	23,9	26,1	27,2
Sénégal	20,0	21,6	23,1	24,5	25,0
Seychelles	53,7	58,7	46,7	50,6	44,1
Sierra Leone	22,3	28,6	26,8	24,8	26,3
Swaziland	29,8	30,9	29,4	32,8	23,3
Tanzanie	15,6	16,1	18,6	20,5	23,8
Togo	17,3	13,4	14,9	14,8	15,0
Zambie	29,6	31,3	30,9	26,9	26,8
Zimbabwe	34,7	20,7	25,3	41,0	51,7
Afrique subsaharienne	25,4	25,1	25,2	25,1	25,3
Afrique du Sud et Nigéria non compris	25,5	24,8	25,8	25,9	26,3
Zone CFA	20,6	20,8	20,3	20,3	19,6
UEMOA	19,7	20,3	20,7	21,4	21,3
CEMAC	21,8	21,3	19,8	19,2	17,9
SADC	27,6	25,9	27,1	27,5	28,4
COMESA	28,8	26,5	29,2	29,5	30,1
Pays producteurs de pétrole	25,8	27,5	24,2	21,8	20,3
Pays non producteurs de pétrole	25,3	24,1	25,5	26,3	27,4
PPTÉ (pays ayant atteint le point d'achèvement)	21,7	22,8	23,8	24,8	25,9
Régime de taux de change fixe	25,5	23,3	24,2	24,8	24,8
Régime de taux de change flottant	25,4	25,8	25,5	25,1	25,4

Sources : FMI, base de données du Département Afrique, 1^{er} septembre 2005; base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*, 1^{er} septembre 2005. Les données de 2005 sont des projections des services du FMI.

Tableau AS12. Masse monétaire au sens large*(En pourcentage du PIB)*

	1997–2001	2002	2003	2004	2005
Pays producteurs de pétrole					
Angola	19,0	22,8	17,5	16,0	12,9
Cameroun	13,2	18,7	17,7	18,0	18,0
Congo, Rép. du	14,4	13,9	13,7	14,6	15,3
Côte d'Ivoire	22,4	30,1	28,2	28,0	28,1
Gabon	13,6	15,9	15,5	15,8	14,6
Guinée équatoriale	6,5	7,7	10,2	8,8	8,0
Nigéria	19,1	23,4	21,2	20,7	18,0
São Tomé-et-Príncipe	34,2	40,0	50,0	47,1	44,7
Tchad	11,9	13,5	12,1	8,5	8,4
Pays non producteurs de pétrole					
Afrique du Sud	58,3	61,4	64,6	66,5	68,9
Bénin	27,8	29,1	24,0	22,1	22,1
Botswana	27,9	27,7	28,7	30,2	30,3
Burkina Faso	21,5	19,2	20,4	18,9	18,9
Burundi	19,0	24,1	27,0	27,5	26,7
Cap-Vert	64,1	71,9	71,2	76,2	80,5
Comores	20,5	24,9	22,9	20,6	20,6
Congo, Rép. dém. du	6,2	4,7	5,9	8,3	7,7
Éthiopie	41,9	53,2	54,8	50,5	50,8
Gambie	32,1	43,5	45,8	45,1	45,1
Ghana	24,9	31,4	32,0	33,4	34,0
Guinée	10,3	12,6	15,0	16,7	16,7
Guinée-Bissau	35,5	63,9	74,2	81,7	80,4
Kenya	38,2	39,0	39,5	40,2	38,4
Lesotho	32,0	28,3	27,1	26,7	26,9
Madagascar	18,3	23,3	23,0	21,6	20,9
Malawi	15,5	18,3	20,5	22,3	21,9
Mali	21,1	26,9	29,7	32,8	34,4
Maurice	76,1	80,8	82,0	85,2	88,4
Mozambique	24,0	28,0	28,3	24,9	24,5
Namibie	38,8	39,4	42,2	45,3	45,9
Niger	8,5	9,0	7,4	9,0	9,4
Ouganda	15,6	18,8	20,1	19,6	19,6
République Centrafricaine	17,0	14,4	13,9	16,0	15,3
Rwanda	16,9	17,6	18,5	17,8	17,0
Sénégal	24,1	28,1	30,0	31,3	32,0
Seychelles	69,5	86,7	85,3	106,1	90,9
Sierra Leone	15,9	19,3	20,6	19,6	19,7
Swaziland	24,2	20,7	20,6	20,6	20,6
Tanzanie	14,1	14,1	14,6	15,1	17,3
Togo	24,3	23,9	26,0	27,8	24,6
Zambie	20,1	22,3	21,8	22,5	21,4
Zimbabwe	36,5	37,2	58,7	43,9	56,7
Afrique subsaharienne	38,0	38,6	42,0	43,1	42,9
Afrique du Sud et Nigéria non compris	24,7	28,5	28,5	26,9	26,6
Zone CFA	18,3	21,8	21,3	21,0	20,7
UEMOA	22,2	26,5	26,0	26,4	26,7
CEMAC	13,2	16,0	15,5	14,9	14,4
SADC	49,3	48,3	54,5	55,9	57,0
COMESA	30,7	34,0	35,7	32,5	31,4
Pays producteurs de pétrole	18,0	22,4	20,2	19,4	17,3
Pays non producteurs de pétrole	44,4	44,7	50,2	52,4	53,9
PPTÉ (pays ayant atteint le point d'achèvement)	22,5	26,0	26,5	26,5	27,2
Régime de taux de change fixe	23,3	28,5	28,2	25,3	25,9
Régime de taux de change flottant	42,0	42,7	46,1	47,9	47,5

Sources : FMI, base de données du Département Afrique, 1^{er} septembre 2005; base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*, 1^{er} septembre 2005. Les données de 2005 sont des projections des services du FMI.

Tableau AS13. Expansion de la masse monétaire au sens large
(Pourcentages)

	1997–2001	2002	2003	2004	2005
Pays producteurs de pétrole					
Angola	270,9	158,1	67,5	44,2	25,0
Cameroun	13,6	29,5	-0,9	7,3	5,7
Congo, Rép. du	10,5	13,1	-2,4	17,4	40,5
Côte d'Ivoire	6,0	30,8	-6,6	1,7	5,5
Gabon	7,8	7,3	-0,3	10,4	7,6
Guinée équatoriale	32,6	53,7	57,1	34,1	30,0
Nigéria	28,1	27,2	21,6	24,1	14,0
São Tomé-et-Príncipe	38,0	26,9	41,8	7,4	12,3
Tchad	4,1	24,2	-3,1	3,5	13,7
Pays non producteurs de pétrole					
Afrique du Sud	13,0	18,1	12,9	13,1	13,5
Bénin	16,7	-3,8	-12,7	-5,0	5,8
Botswana	25,4	-1,1	15,5	16,0	13,7
Burkina Faso	5,6	2,9	16,3	0,3	5,5
Burundi	13,5	27,2	23,1	15,7	17,4
Cap-Vert	10,2	14,3	8,6	10,5	17,8
Comores	15,3	-3,7	-1,1	-5,3	3,2
Congo, Rép. dém. du	264,6	30,2	48,3	60,0	20,8
Éthiopie	9,1	12,3	10,4	14,2	17,1
Gambie	19,9	35,3	43,4	18,3	9,9
Ghana	35,3	49,6	38,1	26,0	23,5
Guinée	14,1	19,2	35,3	37,0	25,0
Guinée-Bissau	36,9	24,1	13,6	17,5	4,2
Kenya	5,4	10,0	11,5	13,4	8,8
Lesotho	10,3	2,7	5,3	6,2	5,8
Madagascar	11,0	44,1	11,2	13,0	20,3
Malawi	27,8	47,6	29,3	29,8	15,7
Mali	9,1	28,4	21,9	11,9	12,6
Maurice	12,0	13,0	11,7	14,4	11,7
Mozambique	19,7	21,5	18,7	5,9	14,5
Namibie	10,8	24,3	9,6	16,2	10,9
Niger	7,2	-0,4	-13,4	24,7	10,6
Ouganda	19,0	10,2	23,3	9,0	15,0
République Centrafricaine	-2,3	-4,3	-8,0	14,2	0,4
Rwanda	14,7	11,4	15,2	12,1	5,8
Sénégal	10,9	7,6	14,6	12,8	10,8
Seychelles	31,9	11,4	-2,5	26,8	-14,8
Sierra Leone	28,5	30,1	26,2	18,9	16,2
Swaziland	10,4	13,1	14,1	8,2	9,0
Tanzanie	10,7	21,3	16,9	19,1	27,1
Togo	4,4	-2,1	6,3	16,5	-6,2
Zambie	32,1	31,5	23,4	30,2	14,8
Zimbabwe	48,3	164,8	413,5	222,6	248,0
Afrique subsaharienne	20,0	32,3	20,0	17,6	15,9
Afrique du Sud et Nigéria non compris	25,3	43,3	26,0	20,2	18,9
Zone CFA	9,3	18,3	2,2	8,8	10,5
UEMOA	8,1	15,5	1,9	6,2	7,1
CEMAC	10,8	21,9	2,6	11,7	14,2
SADC	23,4	40,7	25,3	18,9	18,1
COMESA	41,5	68,7	50,5	32,0	25,8
Pays producteurs de pétrole	30,8	37,6	17,5	20,6	15,0
Pays non producteurs de pétrole	16,9	30,3	20,9	16,5	16,3
PPTÉ (pays ayant atteint le point d'achèvement)	14,4	19,1	15,4	12,9	16,3
Régime de taux de change fixe	15,0	51,4	25,4	16,4	19,3
Régime de taux de change flottant	21,4	25,3	18,4	17,9	15,0

Sources : FMI, base de données du Département Afrique, 1^{er} septembre 2005; base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*, 1^{er} septembre 2005. Les données de 2005 sont des projections des services du FMI.

Tableau AS14. Créances sur le secteur privé non financier*(En pourcentage de la masse monétaire au sens large)*

	1997-2001	2002	2003	2004	2005
Pays producteurs de pétrole					
Angola	20,8	22,9	32,2	36,6	41,7
Cameroun	61,3	55,4	61,0	56,9	58,3
Congo, Rép. du	59,9	21,6	27,1	24,3	18,7
Côte d'Ivoire	70,6	50,5	48,6	51,3	51,8
Gabon	80,5	83,1	75,5	62,1	56,0
Guinée équatoriale	63,6	55,2	33,4	30,3	26,7
Nigéria	62,3	62,4	58,3	59,7	66,1
São Tomé-et-Príncipe	18,9	21,4	29,6	59,6	63,2
Tchad	51,6	42,0	53,8	49,2	47,6
Pays non producteurs de pétrole					
Afrique du Sud	110,8	98,3	103,7	104,0	99,3
Bénin	31,7	39,4	60,1	66,1	70,0
Botswana	55,9	69,6	65,6	66,3	65,2
Burkina Faso	50,5	68,7	67,1	75,0	73,6
Burundi	91,4	113,1	97,3	85,5	83,2
Cap-Vert	49,1	48,0	50,9	50,3	46,8
Comores	43,3	32,3	36,1	34,6	37,3
Congo, Rép. dém. du	13,4	20,3	16,1	19,3	21,3
Éthiopie	50,9	41,1	34,3	33,5	46,4
Gambie	36,3	39,0	35,6	26,8	30,4
Ghana	53,3	48,1	48,9	49,2	57,0
Guinée	49,7	41,7	36,6	28,2	29,0
Guinée-Bissau	18,6	4,8	2,7	1,9	2,1
Kenya	72,9	61,3	58,9	64,6	66,7
Lesotho	57,2	23,3	25,7	26,3	27,0
Madagascar	49,8	40,6	42,3	47,4	48,3
Malawi	35,4	26,6	26,9	29,4	29,9
Mali	69,5	65,7	63,2	58,5	65,4
Maurice	73,2	73,8	69,9	67,4	69,8
Mozambique	69,5	53,5	44,4	39,5	39,6
Namibie	98,7	121,3	123,6	128,2	130,5
Niger	50,5	55,6	70,3	58,3	56,2
Ouganda	137,6	34,8	36,1	39,6	40,1
République Centrafricaine	35,0	47,1	51,2	50,0	54,3
Rwanda	55,4	60,7	60,5	59,5	62,6
Sénégal	71,5	70,5	70,3	68,1	67,0
Seychelles	27,8	23,5	33,9	32,8	28,2
Sierra Leone	16,0	15,2	20,3	24,5	27,5
Swaziland	58,0	65,1	75,7	79,3	79,6
Tanzanie	30,9	36,1	42,2	52,0	53,2
Togo	64,9	53,2	65,1	58,4	67,2
Zambie	51,4	43,0	33,7	38,4	41,1
Zimbabwe	87,2	72,1	85,0	63,6	53,3
Afrique subsaharienne	79,2	69,7	74,4	75,5	74,1
Afrique du Sud et Nigéria non compris	58,5	53,9	53,5	52,1	53,0
Zone CFA	62,4	56,1	58,1	55,2	54,2
UEMOA	63,5	56,7	59,4	59,9	61,4
CEMAC	63,4	55,4	56,4	49,8	46,8
SADC	93,7	79,9	88,5	89,6	85,5
COMESA	64,3	55,2	52,8	51,0	52,9
Pays producteurs de pétrole	60,1	54,6	53,5	52,9	55,8
Pays non producteurs de pétrole	88,3	75,3	82,3	84,3	81,9
PPTTE (pays ayant atteint le point d'achèvement)	60,3	47,7	50,1	52,0	54,8
Régime de taux de change fixe	65,1	63,5	64,4	59,7	58,2
Régime de taux de change flottant	85,9	72,1	77,4	79,8	78,4

Sources : FMI, base de données du Département Afrique, 1^{er} septembre 2005; base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*, 1^{er} septembre 2005. Les données de 2005 sont des projections des services du FMI.

Tableau AS15. Exportations de biens et de services
(En pourcentage du PIB)

	1997-2001	2002	2003	2004	2005
Pays producteurs de pétrole					
Angola	75,2	77,6	70,2	70,5	79,8
Cameroun	24,5	24,9	23,6	23,7	25,1
Congo, Rép. du	76,9	80,7	79,3	84,5	87,4
Côte d'Ivoire	40,6	49,6	44,9	45,0	48,2
Gabon	59,3	53,4	54,2	60,4	63,5
Guinée équatoriale	99,8	113,0	107,6	105,6	106,3
Nigéria	43,1	40,0	49,8	57,8	64,2
São Tomé-et-Príncipe	32,0	36,6	38,2	38,9	39,3
Tchad	17,2	12,1	21,0	51,6	55,1
Pays non producteurs de pétrole					
Afrique du Sud	26,7	32,8	27,7	26,6	27,1
Bénin	15,1	14,1	13,7	13,3	13,9
Botswana	55,0	52,3	46,6	47,4	48,3
Burkina Faso	9,9	9,0	8,9	9,9	9,5
Burundi	8,0	6,2	9,3	8,9	10,2
Cap-Vert	25,6	31,2	30,9	32,3	31,9
Comores	14,9	15,7	17,7	15,1	15,0
Congo, Rép. dém. du	22,2	21,2	26,1	30,5	32,3
Éthiopie	15,2	16,2	17,6	18,7	20,1
Gambie	45,1	46,1	47,3	50,4	48,1
Ghana	38,5	42,5	40,7	39,4	34,8
Guinée	22,5	24,5	22,1	20,5	25,6
Guinée-Bissau	29,4	36,8	37,1	38,1	38,0
Kenya	21,8	24,7	23,7	24,9	23,9
Lesotho	30,8	52,9	46,9	55,6	51,1
Madagascar	25,5	16,0	23,1	31,7	31,2
Malawi	27,2	24,3	27,2	27,2	29,0
Mali	24,2	31,9	26,1	27,2	25,0
Maurice	60,5	61,2	58,2	56,6	57,3
Mozambique	17,9	29,0	28,3	30,0	29,6
Namibie	44,9	43,6	37,6	37,3	36,4
Niger	17,0	15,9	15,5	16,0	17,1
Ouganda	11,8	12,1	12,2	14,4	12,4
République Centrafricaine	19,9	15,5	11,5	11,8	12,6
Rwanda	7,4	7,7	8,3	10,3	9,7
Sénégal	29,8	30,6	28,5	27,8	27,5
Seychelles	70,9	77,6	88,3	89,4	96,8
Sierra Leone	15,4	16,4	19,9	23,0	24,9
Swaziland	79,7	92,4	88,4	83,9	84,8
Tanzanie	14,4	15,2	16,7	16,9	19,7
Togo	30,4	35,2	45,1	47,8	48,1
Zambie	29,0	28,6	28,9	34,2	35,8
Zimbabwe	33,5	6,5	16,7	34,6	24,7
Afrique subsaharienne	31,5	32,6	33,8	35,9	38,5
Afrique du Sud et Nigéria non compris	32,6	30,5	34,2	38,2	40,7
Zone CFA	34,7	37,7	36,1	39,8	43,2
UEMOA	29,5	33,3	30,5	30,6	31,3
CEMAC	41,4	43,2	43,2	50,4	55,7
SADC	30,4	31,6	31,4	31,8	33,5
COMESA	32,9	26,1	33,9	39,6	42,1
Pays producteurs de pétrole	45,7	46,7	50,4	56,6	63,4
Pays non producteurs de pétrole	26,7	27,3	27,5	27,8	27,8
PPTÉ (pays ayant atteint le point d'achèvement)	20,2	21,3	21,8	22,9	22,6
Régime de taux de change fixe	37,3	29,7	36,3	41,5	43,2
Régime de taux de change flottant	29,9	33,7	33,0	34,3	37,2

Sources : FMI, base de données du Département Afrique, 1^{er} septembre 2005; base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*, 1^{er} septembre 2005. Les données de 2005 sont des projections des services du FMI.

Tableau AS16. Importations de biens et de services*(En pourcentage du PIB)*

	1997–2001	2002	2003	2004	2005
Pays producteurs de pétrole					
Angola	74,1	65,6	63,7	55,0	62,4
Cameroun	22,6	26,2	23,3	22,9	24,3
Congo, Rép. du	57,8	54,0	53,7	57,3	56,1
Côte d'Ivoire	33,0	33,4	35,3	38,4	38,5
Gabon	37,9	34,2	30,1	35,2	31,6
Guinée équatoriale	123,1	146,9	103,6	73,1	55,5
Nigéria	36,4	40,9	41,5	39,6	45,3
São Tomé-et-Príncipe	84,6	86,6	91,0	95,4	97,7
Tchad	37,2	64,3	53,9	36,0	28,7
Pays non producteurs de pétrole					
Afrique du Sud	24,3	29,1	26,0	27,1	28,3
Bénin	26,9	27,5	26,5	26,1	26,9
Botswana	45,9	41,5	34,4	40,6	40,2
Burkina Faso	24,7	22,3	21,7	21,0	21,8
Burundi	18,6	24,0	28,8	30,9	36,6
Cap-Vert	59,8	67,5	64,6	63,2	61,6
Comores	33,4	26,2	28,5	27,9	30,4
Congo, Rép. dém. du	20,7	26,1	33,3	39,4	45,6
Éthiopie	27,8	34,1	36,1	39,6	43,3
Gambie	53,0	54,4	56,5	68,0	63,9
Ghana	56,3	54,9	52,7	60,5	55,2
Guinée	26,3	28,4	24,6	22,9	27,1
Guinée-Bissau	52,8	58,5	51,0	55,9	62,6
Kenya	28,5	25,8	28,2	32,2	32,8
Lesotho	96,8	109,2	96,2	99,3	102,0
Madagascar	32,4	22,6	32,1	48,1	46,1
Malawi	38,4	45,8	49,7	50,4	53,2
Mali	33,8	32,0	33,3	32,0	33,3
Maurice	62,8	57,0	57,0	55,3	58,4
Mozambique	35,7	47,8	44,1	38,3	38,8
Namibie	54,2	50,2	45,8	46,2	45,3
Niger	24,9	24,7	25,0	25,7	26,2
Ouganda	22,5	26,5	26,4	27,6	25,7
République Centrafricaine	24,8	20,6	17,5	18,3	18,8
Rwanda	24,4	24,5	27,6	28,4	32,2
Sénégal	37,6	41,7	41,5	41,5	41,4
Seychelles	84,3	84,0	84,3	89,4	116,2
Sierra Leone	27,2	35,9	41,3	39,3	43,2
Swaziland	97,4	92,1	89,4	91,2	93,7
Tanzanie	25,1	22,6	23,5	26,7	30,1
Togo	43,9	49,7	63,1	64,9	66,6
Zambie	40,0	42,0	41,6	40,9	37,9
Zimbabwe	33,8	7,2	19,7	41,9	31,4
Afrique subsaharienne	31,7	33,2	33,7	34,7	36,6
Afrique du Sud et Nigéria non compris	37,3	33,7	38,1	40,7	41,6
Zone CFA	33,7	37,8	35,9	35,9	35,3
UEMOA	32,7	33,2	34,3	35,4	35,8
CEMAC	35,2	43,7	37,9	36,6	34,7
SADC	30,3	30,3	31,1	32,4	34,3
COMESA	38,9	29,3	39,6	44,3	46,4
Pays producteurs de pétrole	39,2	43,8	42,8	41,1	44,8
Pays non producteurs de pétrole	29,3	29,2	30,2	32,2	33,0
PPTTE (pays ayant atteint le point d'achèvement)	32,1	32,7	33,7	36,3	36,7
Régime de taux de change fixe	38,0	30,4	36,7	39,8	38,6
Régime de taux de change flottant	30,0	34,3	32,8	33,3	36,0

Sources : FMI, base de données du Département Afrique, 1^{er} septembre 2005; base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*, 1^{er} septembre 2005. Les données de 2005 sont des projections des services du FMI.

Tableau AS17. Balance commerciale
(En pourcentage du PIB)

	1997–2001	2002	2003	2004	2005
Pays producteurs de pétrole					
Angola	35,9	40,8	29,1	37,2	45,7
Cameroun	4,3	0,7	1,7	1,8	2,4
Congo, Rép. du	47,2	51,1	50,2	53,4	58,3
Côte d'Ivoire	14,1	24,1	17,7	14,3	17,1
Gabon	35,1	32,7	35,3	39,9	44,6
Guinée équatoriale	32,9	1,3	43,8	62,0	68,9
Nigéria	15,8	8,6	17,5	26,9	27,1
São Tomé-et-Príncipe	-37,1	-43,7	-46,2	-45,8	-44,3
Tchad	-6,5	-31,8	-14,9	27,4	34,7
Pays non producteurs de pétrole					
Afrique du Sud	2,8	4,3	2,0	—	-0,7
Bénin	-10,0	-12,2	-11,3	-11,4	-11,6
Botswana	13,1	11,4	12,3	7,0	7,5
Burkina Faso	-10,8	-10,1	-8,5	-7,0	-7,9
Burundi	-6,3	-12,1	-14,9	-14,3	-16,7
Cap-Vert	-35,2	-38,0	-35,4	-35,6	-34,9
Comores	-14,4	-8,7	-8,3	-13,7	-16,0
Congo, Rép. dém. du	6,9	-0,3	-2,8	-3,7	-6,1
Éthiopie	-14,7	-20,5	-21,2	-24,8	-26,5
Gambie	-15,6	-16,9	-17,0	-27,0	-26,4
Ghana	-15,9	-10,7	-10,3	-17,1	-16,8
Guinée	2,9	3,5	4,1	4,2	5,5
Guinée-Bissau	-9,6	-8,9	-0,6	-5,1	-10,0
Kenya	-8,3	-4,6	-7,7	-10,4	-11,3
Lesotho	-65,0	-53,5	-45,6	-40,1	-46,7
Madagascar	-3,2	-2,6	-3,5	-10,3	-11,2
Malawi	-3,7	-15,8	-19,9	-21,1	-22,2
Mali	-0,5	5,7	-1,3	—	-2,9
Maurice	-8,3	-4,5	-5,5	-5,5	-9,0
Mozambique	-16,7	-17,9	-14,6	-8,7	-8,9
Namibie	-5,7	-6,9	-10,8	-11,3	-11,6
Niger	-2,4	-4,2	-4,9	-4,8	-4,2
Ouganda	-6,8	-9,0	-9,9	-9,9	-9,9
République Centrafricaine	2,3	2,0	0,3	-1,0	-1,0
Rwanda	-9,3	-9,7	-10,7	-9,6	-12,9
Sénégal	-7,5	-10,8	-12,6	-13,2	-13,5
Seychelles	-31,5	-19,9	-13,0	-16,6	-33,7
Sierra Leone	-4,8	-15,0	-15,0	-8,8	-10,5
Swaziland	-8,2	10,7	6,5	-0,5	-1,9
Tanzanie	-8,0	-7,1	-6,3	-8,7	-9,0
Togo	-9,1	-10,5	-13,5	-13,4	-14,7
Zambie	-5,0	-6,9	-7,2	-2,0	3,2
Zimbabwe	1,2	-0,1	-1,0	-5,4	-4,5
Afrique subsaharienne	3,6	3,4	3,8	4,9	6,1
Afrique du Sud et Nigéria non compris	0,8	1,4	1,1	2,9	5,5
Zone CFA	8,7	7,7	8,0	11,7	15,4
UEMOA	1,8	5,0	1,2	-0,1	—
CEMAC	17,5	11,2	16,6	25,1	31,4
SADC	2,5	3,6	2,0	1,3	2,0
COMESA	-0,9	0,7	-1,5	0,1	3,3
Pays producteurs de pétrole	18,3	15,0	18,8	26,7	30,5
Pays non producteurs de pétrole	-1,4	-1,0	-2,0	-3,6	-4,4
PPTÉ (pays ayant atteint le point d'achèvement)	-9,6	-9,6	-9,8	-11,5	-12,2
Régime de taux de change fixe	5,3	4,0	5,2	7,7	10,4
Régime de taux de change flottant	3,1	3,1	3,3	4,2	4,9

Sources : FMI, base de données du Département Afrique, 1^{er} septembre 2005; base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*, 1^{er} septembre 2005. Les données de 2005 sont des projections des services du FMI.

Tableau AS18. Solde extérieur courant, dons compris*(En pourcentage du PIB)*

	1997–2001	2002	2003	2004	2005
Pays producteurs de pétrole					
Angola	-14,8	-2,9	-5,2	4,4	8,8
Cameroun	-2,7	-6,3	-2,1	-0,9	-0,7
Congo, Rép. du	-9,2	-0,3	1,0	2,3	7,3
Côte d'Ivoire	-1,9	6,2	0,9	-1,4	2,1
Gabon	7,0	6,8	12,0	10,5	13,1
Guinée équatoriale	-48,9	-103,1	-61,7	-15,2	4,4
Nigéria	0,8	-11,5	-2,7	4,9	11,0
São Tomé-et-Príncipe	-43,4	-47,2	-46,0	-49,2	-48,2
Tchad	-17,6	-51,8	-40,1	-18,3	-9,4
Pays non producteurs de pétrole					
Afrique du Sud	-0,8	0,7	-1,5	-3,2	-3,7
Bénin	-6,7	-7,9	-8,3	-8,0	-8,4
Botswana	10,4	2,2	6,5	9,5	9,3
Burkina Faso	-10,2	-10,0	-8,6	-7,8	-8,7
Burundi	-6,1	-5,2	-4,8	-7,2	-7,1
Cap-Vert	-10,2	-11,4	-9,4	-6,2	-7,0
Comores	-6,1	-0,7	-4,8	-2,4	-6,4
Congo, Rép. dém. du	-4,8	-2,8	-1,5	-5,5	-5,1
Éthiopie	-4,2	-5,7	-2,7	-6,2	-5,7
Gambie	-2,9	-2,8	-5,1	-11,8	-12,1
Ghana	-8,9	0,5	1,7	-2,7	-4,0
Guinée	-6,3	-4,3	-3,2	-3,7	-2,4
Guinée-Bissau	-13,3	-11,5	-1,0	2,2	-10,5
Kenya	-2,9	2,2	-0,2	-3,2	-5,6
Lesotho	-22,0	-17,0	-11,9	-2,5	-7,9
Madagascar	-5,1	-6,0	-4,9	-10,6	-11,2
Malawi	-6,4	-11,2	-7,6	-8,0	-6,0
Mali	-8,5	-3,1	-6,2	-4,8	-7,2
Maurice	-0,4	5,5	2,6	1,7	-0,5
Mozambique	-17,3	-19,3	-15,1	-8,5	-13,2
Namibie	4,4	3,8	4,0	5,6	4,4
Niger	-6,3	-6,5	-6,0	-6,0	-6,7
Ouganda	-6,4	-5,3	-6,3	-1,7	-3,2
République Centrafricaine	-3,2	-3,2	-4,9	-4,3	-4,1
Rwanda	-7,6	-6,7	-7,8	-2,9	-9,0
Sénégal	-5,0	-6,0	-6,6	-6,7	-7,6
Seychelles	-15,6	-16,3	-0,9	-3,0	-21,8
Sierra Leone	-9,1	-4,8	-7,6	-4,8	-8,2
Swaziland	-3,9	6,0	0,6	-0,6	-2,5
Tanzanie	-7,3	-3,8	-2,4	-5,5	-5,1
Togo	-10,3	-9,7	-12,9	-12,3	-13,6
Zambie	-14,9	-15,4	-15,2	-11,5	-9,6
Zimbabwe	-2,1	-0,6	-2,8	-6,9	-5,8
Afrique subsaharienne	-2,5	-3,5	-2,8	-1,9	-0,7
Afrique du Sud et Nigéria non compris	-5,2	-4,0	-3,9	-2,7	-1,7
Zone CFA	-4,5	-7,2	-5,8	-3,6	-1,0
UEMOA	-5,2	-1,8	-4,4	-5,0	-4,6
CEMAC	-3,9	-14,0	-7,5	-2,1	2,8
SADC	-2,2	-0,8	-2,0	-2,6	-2,6
COMESA	-5,1	-2,0	-3,1	-2,2	-1,7
Pays producteurs de pétrole	-2,1	-9,0	-3,8	2,3	7,7
Pays non producteurs de pétrole	-2,8	-1,4	-2,3	-3,5	-4,3
PPTTE (pays ayant atteint le point d'achèvement)	-7,5	-5,9	-5,1	-5,8	-6,8
Régime de taux de change fixe	-3,1	-4,2	-3,9	-2,2	-0,5
Régime de taux de change flottant	-2,4	-3,2	-2,4	-1,8	-0,8

Sources : FMI, base de données du Département Afrique, 1^{er} septembre 2005; base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*, 1^{er} septembre 2005. Les données de 2005 sont des projections des services du FMI.

Tableau AS19. Solde extérieur courant, hors dons
(En pourcentage du PIB)

	1997-2001	2002	2003	2004	2005
Pays producteurs de pétrole					
Angola	-15,9	-3,2	-5,9	4,0	8,2
Cameroun	-2,9	-6,6	-2,6	-1,0	-0,7
Congo, Rép. du	-9,4	-0,5	0,8	2,1	7,1
Côte d'Ivoire	-2,4	6,1	0,6	-1,5	2,1
Gabon	6,7	7,5	12,8	10,4	13,0
Guinée équatoriale	-49,1	-103,2	-61,8	-15,3	4,3
Nigéria	0,9	-11,5	-2,6	5,0	11,0
São Tomé-et-Príncipe	-60,6	-54,0	-54,5	-61,5	-60,3
Tchad	-20,5	-53,4	-41,8	-19,5	-10,6
Pays non producteurs de pétrole					
Afrique du Sud	-0,1	1,2	-1,0	-2,5	-3,1
Bénin	-9,3	-11,5	-11,6	-11,1	-11,4
Botswana	6,1	-2,0	3,0	3,6	3,2
Burkina Faso	-13,3	-12,6	-12,7	-10,7	-13,3
Burundi	-11,4	-19,1	-21,3	-24,4	-28,9
Cap-Vert	-17,7	-17,1	-15,4	-12,0	-12,4
Comores	-8,2	-3,4	-5,9	-3,8	-6,9
Congo, Rép. dém. du	-8,7	-11,1	-10,3	-12,6	-16,7
Éthiopie	-8,5	-12,9	-12,0	-13,3	-14,9
Gambie	-10,4	-13,4	-13,6	-21,6	-18,8
Ghana	-12,2	-3,1	-3,5	-8,8	-9,8
Guinée	-7,4	-5,6	-4,0	-4,2	-3,2
Guinée-Bissau	-26,3	-18,9	-10,1	-12,5	-18,4
Kenya	-3,2	2,2	-0,6	-3,2	-5,6
Lesotho	-38,8	-33,2	-26,5	-20,7	-25,2
Madagascar	-6,2	-6,1	-7,5	-14,4	-13,0
Malawi	-13,4	-23,3	-16,9	-19,3	-19,7
Mali	-10,4	-4,4	-8,9	-6,6	-9,8
Maurice	-0,6	5,2	2,4	1,2	-0,6
Mozambique	-23,8	-23,0	-19,9	-13,8	-16,1
Namibie	-7,2	-5,1	-6,3	-7,4	-7,2
Niger	-8,8	-9,4	-9,3	-9,2	-8,2
Ouganda	-12,7	-13,7	-14,0	-12,0	-12,7
République Centrafricaine	-6,5	-5,6	-5,9	-6,5	-5,9
Rwanda	-16,8	-16,6	-19,2	-18,0	-22,0
Sénégal	-7,1	-7,9	-8,5	-8,5	-9,0
Seychelles	-17,6	-18,1	-2,4	-4,8	-24,1
Sierra Leone	-13,1	-12,1	-14,1	-11,4	-14,2
Swaziland	-12,8	-2,4	-6,7	-10,0	-11,7
Tanzanie	-12,2	-8,2	-7,1	-10,4	-11,0
Togo	-13,7	-10,4	-14,0	-13,4	-14,7
Zambie	-16,7	-18,0	-16,7	-11,9	-11,1
Zimbabwe	-3,0	-0,7	-3,1	-7,3	-6,8
Afrique subsaharienne	-3,5	-4,6	-3,9	-2,9	-1,8
Afrique du Sud et Nigéria non compris	-7,9	-6,4	-6,8	-5,9	-4,9
Zone CFA	-5,8	-8,1	-7,0	-4,6	-1,9
UEMOA	-7,0	-3,3	-6,3	-6,6	-6,2
CEMAC	-4,4	-14,2	-7,8	-2,4	2,6
SADC	-2,8	-1,6	-2,7	-3,2	-3,4
COMESA	-8,1	-4,6	-6,7	-6,1	-5,7
Pays producteurs de pétrole	-2,3	-9,1	-4,0	2,2	7,6
Pays non producteurs de pétrole	-4,0	-2,9	-3,9	-4,9	-5,8
PPTÉ (pays ayant atteint le point d'achèvement)	-11,4	-9,9	-9,9	-10,8	-11,8
Régime de taux de change fixe	-5,4	-5,6	-5,9	-4,6	-2,8
Régime de taux de change flottant	-3,0	-4,2	-3,3	-2,5	-1,6

Sources : FMI, base de données du Département Afrique, 1^{er} septembre 2005; base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*, 1^{er} septembre 2005. Les données de 2005 sont des projections des services du FMI.

Tableau AS20. Dons officiels*(En pourcentage du PIB)*

	1997–2001	2002	2003	2004	2005
Pays producteurs de pétrole					
Angola	1,2	0,3	0,7	0,3	0,6
Cameroun	0,1	0,3	0,5	—	—
Congo, Rép. du	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1
Côte d'Ivoire	0,5	0,2	0,3	0,1	—
Gabon	0,3	–0,6	–0,8	0,1	0,1
Guinée équatoriale	0,2	0,1	—	—	—
Nigéria	–0,1	—	–0,1	–0,1	—
São Tomé-et-Príncipe	17,1	6,8	8,6	12,3	12,1
Tchad	2,9	1,5	1,8	1,2	1,1
Pays non producteurs de pétrole					
Afrique du Sud	–0,6	–0,5	–0,5	–0,7	–0,7
Bénin	2,6	3,6	3,2	3,1	3,0
Botswana	4,3	4,2	3,4	5,8	6,1
Burkina Faso	3,1	2,6	4,2	2,9	4,6
Burundi	5,3	13,9	16,5	17,2	21,8
Cap-Vert	7,5	5,7	6,0	5,9	5,4
Comores	2,1	2,7	1,1	1,4	0,5
Congo, Rép. dém. du	3,8	8,4	8,9	7,1	11,6
Éthiopie	4,3	7,2	9,2	7,1	9,2
Gambie	7,4	10,6	8,5	9,9	6,7
Ghana	3,2	3,6	5,2	6,1	5,8
Guinée	1,1	1,4	0,8	0,5	0,8
Guinée-Bissau	13,0	7,4	9,1	14,7	7,9
Kenya	0,3	—	0,4	—	—
Lesotho	16,8	16,2	14,6	18,3	17,3
Madagascar	1,0	0,2	2,6	3,8	1,8
Malawi	7,0	12,2	9,3	11,4	13,7
Mali	1,9	1,3	2,6	1,8	2,7
Maurice	0,1	0,2	0,2	0,5	0,1
Mozambique	6,5	3,7	4,9	5,3	2,8
Namibie	11,6	8,8	10,3	13,0	11,6
Niger	2,5	2,9	3,3	3,2	1,5
Ouganda	6,4	8,3	7,7	10,3	9,4
République Centrafricaine	3,3	2,4	0,9	2,1	1,9
Rwanda	9,2	9,8	11,4	15,2	13,0
Sénégal	2,2	2,0	1,9	1,9	1,5
Seychelles	2,0	1,8	1,5	1,8	2,4
Sierra Leone	4,0	7,4	6,5	6,6	6,0
Swaziland	8,8	8,4	7,2	9,4	9,1
Tanzanie	5,0	4,3	4,7	4,9	5,9
Togo	3,4	0,7	1,1	1,1	1,1
Zambie	1,8	2,5	1,5	0,4	1,4
Zimbabwe	1,0	0,1	0,3	0,4	1,0
Afrique subsaharienne	1,0	1,1	1,1	1,0	1,1
Afrique du Sud et Nigéria non compris	2,7	2,4	2,9	3,1	3,2
Zone CFA	1,2	0,9	1,2	1,0	1,0
UEMOA	1,7	1,5	1,9	1,6	1,6
CEMAC	0,6	0,2	0,3	0,3	0,2
SADC	0,7	0,8	0,8	0,6	0,7
COMESA	3,0	2,6	3,6	3,8	4,0
Pays producteurs de pétrole	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Pays non producteurs de pétrole	1,2	1,5	1,5	1,4	1,5
PPTÉ (pays ayant atteint le point d'achèvement)	3,9	4,0	4,7	4,9	5,0
Régime de taux de change fixe	2,3	1,4	2,0	2,4	2,2
Régime de taux de change flottant	0,6	1,0	0,9	0,7	0,8

Sources : FMI, base de données du Département Afrique, 1^{er} septembre 2005; base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*, 1^{er} septembre 2005. Les données de 2005 sont des projections des services du FMI.

Tableau AS21. Taux de change effectifs réels¹*(Indice, 2000 = 100)*

	1997–2001	2002	2003	2004
Pays producteurs de pétrole				
Angola	102,3	116,1	121,3	148,5
Cameroun	104,6	107,0	111,7	112,0
Congo, Rép. du	103,0	102,9	107,0	110,6
Côte d'Ivoire	104,5	107,6	115,8	117,6
Gabon	105,9	101,9	107,3	107,6
Guinée équatoriale	101,7	114,5	125,9	131,3
Nigéria	135,3	110,6	103,9	106,3
São Tomé-et-Príncipe	89,5	96,4	87,5	84,8
Tchad	106,4	116,1	121,4	119,9
Pays non producteurs de pétrole				
Afrique du Sud	103,4	75,5	97,4	106,3
Bénin	103,5	108,2	113,9	115,1
Botswana	99,6	66,2	104,7	123,1
Burkina Faso	103,2	105,3	109,3	108,1
Burundi	107,2	80,7	65,7	63,2
Cap-Vert	102,7	102,8	106,6	103,5
Comores	106,2	108,3	114,0	117,9
Congo, Rép. dém. du	80,3	39,3	34,9	31,8
Éthiopie	97,7	89,2	91,0	85,2
Gambie	101,9	72,4	51,8	50,7
Ghana	130,5	100,1	101,5	99,4
Guinée	110,1	94,6	90,5	85,3
Guinée-Bissau	100,2	104,3	101,9	102,5
Kenya	99,6	103,0	102,4	99,3
Lesotho	102,8	76,0	101,7	88,0
Madagascar	97,0	118,8	105,9	79,3
Malawi	107,3	102,2	79,1	74,2
Mali	106,1	108,6	109,9	106,1
Maurice	95,8	97,9	94,2	91,2
Mozambique	98,8	82,4	81,3	88,8
Namibie	98,8	93,4	105,1	109,6
Niger	104,3	104,3	103,7	102,9
Ouganda	108,3	91,4	80,1	82,1
République Centrafricaine	104,9	106,8	113,5	110,9
Rwanda	104,8	86,2	71,8	68,7
Sénégal	108,2	104,7	107,5	107,7
Seychelles	96,8	109,3	99,7	92,3
Sierra Leone	105,4	97,1	81,7	73,8
Swaziland	97,8	99,9	105,2	109,9
Tanzanie	97,6	87,3	72,8	65,7
Togo	105,4	107,1	110,1	112,2
Zambie	103,8	102,2	100,5	108,6
Zimbabwe	99,5	340,8	194,4	68,9
Afrique subsaharienne	102,7	93,5	102,5	104,8
Afrique du Sud et Nigéria non compris	98,8	105,1	103,3	100,1
Zone CFA	104,7	107,3	112,3	112,7
UEMOA	104,9	106,5	110,6	110,6
CEMAC	104,5	108,4	114,6	115,5
SADC	98,2	86,3	102,6	107,8
SACU	103,1	75,9	98,0	107,0
COMESA	93,2	111,0	102,4	96,0
Pays producteurs de pétrole	115,4	110,5	109,9	114,6
Pays non producteurs de pétrole	100,4	89,1	100,3	101,9
PSTE (pays ayant atteint le point d'achèvement)	105,2	96,2	93,4	90,7
Régime de taux de change fixe	101,9	127,7	132,1	125,0
Régime de taux de change flottant	103,0	85,8	95,3	99,3

Sources : FMI, base de données du Département Afrique, 1^{er} septembre 2005; base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*, 1^{er} septembre 2005.

¹Une augmentation dénote une appréciation.

Tableau AS22. Taux de change effectifs nominaux¹*(Indice, 2000 = 100)*

	1997–2001	2002	2003	2004
Pays producteurs de pétrole				
Angola	954,1	21,1	11,2	9,6
Cameroun	102,5	104,8	111,8	114,7
Congo, Rép. du	103,2	103,1	107,9	109,9
Côte d'Ivoire	103,6	105,0	112,1	114,8
Gabon	104,3	103,7	109,0	111,1
Guinée équatoriale	103,1	102,6	107,1	109,0
Nigéria	143,7	85,8	72,3	65,5
São Tomé-et-Príncipe	108,0	84,3	71,4	62,4
Tchad	101,8	104,5	111,4	114,6
Pays non producteurs de pétrole				
Afrique du Sud	108,4	67,5	83,8	91,8
Bénin	104,9	105,8	112,1	114,9
Botswana	95,0	85,9	190,5	309,6
Burkina Faso	100,9	104,2	109,0	111,1
Burundi	120,0	80,1	61,2	56,6
Cap-Vert	100,2	104,2	110,8	112,6
Comores	102,5	102,8	106,6	107,8
Congo, Rép. dém. du	536,5	4,6	3,7	3,3
Éthiopie	101,5	97,2	86,0	79,7
Gambie	101,8	66,5	41,6	36,2
Ghana	158,2	67,1	55,2	49,5
Guinée	115,2	90,8	80,2	66,5
Guinée-Bissau	103,2	104,3	109,3	111,6
Kenya	106,3	99,1	92,2	81,9
Lesotho	108,9	66,2	88,5	101,8
Madagascar	105,7	100,8	91,3	61,9
Malawi	153,9	77,8	63,7	59,9
Mali	103,6	102,1	106,6	108,5
Maurice	99,6	90,7	85,6	80,8
Mozambique	102,9	69,2	62,4	62,9
Namibie	103,1	84,7	92,7	94,5
Niger	102,6	101,5	104,3	105,5
Ouganda	109,3	94,5	78,9	81,0
République Centrafricaine	100,9	108,9	113,5	115,4
Rwanda	104,5	85,2	68,0	59,7
Sénégal	103,7	103,7	109,1	111,1
Seychelles	100,1	107,4	97,0	88,2
Sierra Leone	126,6	102,2	81,7	66,0
Swaziland	100,8	94,6	97,3	100,0
Tanzanie	104,1	85,2	70,3	62,3
Togo	104,6	104,1	110,5	112,9
Zambie	133,1	74,5	64,0	62,3
Zimbabwe	156,0	85,2	17,1	0,9
Afrique subsaharienne	115,3	75,6	77,9	77,1
Afrique du Sud et Nigéria non compris	118,0	79,9	72,8	67,6
Zone CFA	103,0	104,2	109,9	112,3
UEMOA	103,3	103,9	109,5	111,7
CEMAC	102,6	104,5	110,5	113,1
SADC	117,3	63,2	70,9	72,9
SACU	107,7	68,6	86,9	96,3
COMESA	130,4	69,1	53,9	45,6
Pays producteurs de pétrole	132,2	82,5	72,8	68,6
Pays non producteurs de pétrole	111,9	73,7	79,2	79,5
PYTE (pays ayant atteint le point d'achèvement)	109,3	89,5	80,6	76,5
Régime de taux de change fixe	107,2	98,2	101,7	97,6
Régime de taux de change flottant	117,7	70,4	72,5	72,2

Sources : FMI, base de données du Département Afrique, 1^{er} septembre 2005; base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*, 1^{er} septembre 2005.

¹Une augmentation dénote une appréciation.

Tableau AS23. Dette extérieure envers des créanciers publics*(En pourcentage du PIB)*

	1997-2001	2002	2003	2004	2005
Pays producteurs de pétrole					
Angola	67,8	40,5	46,8	33,9	25,0
Cameroun	63,7	49,1	46,3	40,6	34,0
Congo, Rép. du	186,3	161,6	170,6	115,2	71,4
Côte d'Ivoire	72,5	72,8	59,8	52,2	48,4
Gabon	69,8	64,9	58,6	54,4	40,9
Guinée équatoriale	45,5	24,4	12,5	6,6	4,0
Nigéria	64,8	60,5	53,1	50,0	32,4
São Tomé-et-Príncipe	674,9	532,5	491,8	468,0	425,6
Tchad	48,3	58,5	53,5	39,1	33,9
Pays non producteurs de pétrole					
Afrique du Sud	3,4	4,5	3,0	2,4	2,2
Bénin	69,0	66,3	38,8	35,9	35,9
Botswana	11,2	8,2	5,7	4,9	3,1
Burkina Faso	51,9	51,1	41,4	35,9	33,6
Burundi	139,1	179,9	224,0	207,1	191,5
Cap-Vert	52,8	60,8	56,6	51,7	46,6
Comores	100,5	93,0	93,1	80,3	75,9
Congo, Rép. dém. du	261,8	192,4	185,5	163,1	157,0
Éthiopie	70,7	86,5	86,7	76,1	69,6
Gambie	107,8	134,6	145,5	131,6	122,1
Ghana	93,4	117,9	97,4	85,1	73,2
Guinée	97,3	94,9	92,6	82,4	87,7
Guinée-Bissau	396,7	426,2	374,4	309,9	282,3
Kenya	38,0	35,1	31,7	29,3	27,0
Lesotho	60,4	73,1	54,9	46,6	51,6
Madagascar	115,0	98,3	83,2	108,9	100,3
Malawi	137,2	143,3	159,3	150,4	144,1
Mali	99,1	90,2	72,8	69,6	60,5
Maurice	13,0	10,8	9,4	8,3	8,1
Mozambique	101,7	88,1	83,1	71,7	66,4
Namibie	3,3	3,8	5,0	4,8	5,6
Niger	85,7	80,7	57,4	52,6	50,6
Ouganda	57,4	62,1	62,9	60,3	49,6
République Centrafricaine	82,3	87,0	89,5	89,2	88,1
Rwanda	67,3	80,8	85,0	82,1	73,7
Sénégal	70,6	69,7	57,9	48,8	41,8
Seychelles	21,1	39,6	35,0	39,4	39,9
Sierra Leone	112,5	37,5	78,9	86,8	103,5
Swaziland	14,5	26,7	18,0	14,6	14,0
Tanzanie	83,4	51,5	55,3	50,8	47,1
Togo	83,7	104,9	114,7	108,7	93,2
Zambie	181,6	135,4	107,9	78,1	60,8
Zimbabwe	38,5	10,1	32,0	62,9	32,2
Afrique subsaharienne	44,0	41,9	36,9	31,7	26,4
Afrique du Sud et Nigéria non compris	75,4	60,1	61,6	55,1	47,3
Zone CFA	76,8	72,0	62,0	52,1	43,7
UEMOA	76,3	75,7	61,2	54,4	49,4
CEMAC	78,0	67,2	63,1	49,4	37,7
SADC	25,1	21,7	18,9	15,5	13,7
COMESA	74,1	50,7	60,6	57,3	47,9
Pays producteurs de pétrole	69,4	61,4	55,6	47,6	33,9
Pays non producteurs de pétrole	35,8	34,6	29,7	25,5	23,2
PPTTE (pays ayant atteint le point d'achèvement)	80,3	77,3	68,7	63,6	57,3
Régime de taux de change fixe	61,4	45,6	50,2	45,6	37,7
Régime de taux de change flottant	39,2	40,4	32,9	27,9	23,3

Sources : FMI, base de données du Département Afrique, 1^{er} septembre 2005; base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*, 1^{er} septembre 2005. Les données de 2005 sont des projections des services du FMI.

Tableau AS24. Termes de l'échange*(Indice, 2000 = 100)*

	1997-2001	2002	2003	2004	2005
Pays producteurs de pétrole					
Angola	70,2	85,9	75,6	93,6	108,7
Cameroun	89,6	100,2	99,3	96,3	109,8
Congo, Rép. du	71,5	104,0	114,0	120,3	128,9
Côte d'Ivoire	118,7	135,1	119,1	100,5	109,5
Gabon	93,7	88,1	109,8	111,6	131,9
Guinée équatoriale	70,0	43,0	61,7	67,8	83,3
Nigéria	74,5	89,1	91,3	110,0	148,8
São Tomé-et-Príncipe	84,3	79,6	76,9	76,9	76,6
Tchad	110,5	126,2	172,9	228,8	229,0
Pays non producteurs de pétrole					
Afrique du Sud	104,4	103,2	105,2	105,2	102,5
Bénin	111,9	94,2	97,5	115,1	94,4
Botswana	98,9	83,3	85,5	68,5	83,9
Burkina Faso	101,8	84,5	77,0	74,7	60,3
Burundi	108,4	79,3	79,6	99,8	114,3
Cap-Vert	101,9	100,2	100,4	101,7	100,7
Comores	80,3	163,8	280,3	119,6	82,6
Congo, Rép. dém. du	104,2	107,8	124,6	129,1	131,1
Éthiopie	136,0	86,4	77,8	71,9	81,2
Gambie	115,7	70,7	118,9	113,3	82,4
Ghana	119,3	110,8	127,2	108,1	101,5
Guinée	108,7	110,7	108,1	101,4	102,2
Guinée-Bissau	76,7	66,7	75,9	60,5	57,5
Kenya	102,1	101,6	83,9	77,8	71,5
Lesotho	96,6	104,7	85,3	72,7	67,0
Madagascar	100,6	107,3	118,0	116,0	73,2
Malawi	108,4	82,7	80,7	79,7	71,0
Mali	114,3	97,4	96,5	99,9	87,6
Maurice	102,4	104,6	107,9	109,6	102,8
Mozambique	98,2	93,8	91,8	103,4	107,7
Namibie	89,7	112,6	86,5	77,5	76,2
Niger	106,4	111,6	108,7	103,5	103,4
Ouganda	89,1	70,3	70,6	77,8	69,3
République Centrafricaine	100,9	82,8	84,9	70,9	66,4
Rwanda	100,7	83,1	69,8	93,0	69,7
Sénégal	101,8	99,4	95,7	95,1	93,0
Seychelles	123,4	122,0	149,7	150,9	118,9
Sierra Leone	110,9	102,3	100,4	95,7	98,0
Swaziland	103,3	99,3	98,2	100,0	101,0
Tanzanie	89,9	92,0	86,8	79,6	78,9
Togo	119,6	105,7	118,7	122,6	114,0
Zambie	107,1	92,5	96,2	114,5	114,1
Zimbabwe	99,0	96,5	90,9	84,6	79,1
Afrique subsaharienne	99,9	98,6	99,6	102,2	107,4
Afrique du Sud et Nigéria non compris	101,9	98,3	97,1	96,7	98,3
Zone CFA	103,1	104,4	105,0	105,3	110,1
UEMOA	112,2	111,8	104,4	98,8	95,8
CEMAC	90,0	95,1	105,8	112,7	125,0
SADC	101,7	99,8	101,0	102,0	101,2
COMESA	100,7	95,4	90,4	92,7	91,5
Pays producteurs de pétrole	85,3	96,1	96,6	107,7	132,9
Pays non producteurs de pétrole	104,3	99,6	100,7	100,0	96,5
PPTÉ (pays ayant atteint le point d'achèvement)	106,2	94,1	94,8	92,3	85,9
Régime de taux de change fixe	101,6	101,1	101,4	99,5	103,7
Régime de taux de change flottant	99,4	97,7	99,0	102,9	108,4

Sources : FMI, base de données du Département Afrique, 1^{er} septembre 2005; base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*, 1^{er} septembre 2005. Les données de 2005 sont des projections des services du FMI.

Tableau AS25. Réserves
(Mois d'importations de biens et de services)

	1997-2001	2002	2003	2004	2005
Pays producteurs de pétrole					
Angola	1,3	0,6	0,9	1,5	2,6
Cameroun	0,5	2,7	2,4	2,7	2,6
Congo, Rép. du	0,7	0,7	0,2	0,6	0,5
Côte d'Ivoire	2,4	5,8	5,5	4,9	5,8
Gabon	0,7	1,0	1,3	2,1	3,9
Guinée équatoriale	0,2	0,4	1,1	3,5	9,1
Nigéria	6,8	4,6	3,6	7,6	8,0
São Tomé-et-Príncipe	3,8	4,5	5,7	4,1	4,2
Tchad	2,5	2,0	1,6	1,8	2,4
Pays non producteurs de pétrole					
Afrique du Sud	2,1	2,3	1,9	2,8	3,4
Bénin	7,2	9,5	6,5	5,0	4,0
Botswana	30,8	29,1	24,0	18,4	18,6
Burkina Faso	5,2	5,1	5,6	4,8	4,0
Burundi	4,6	4,7	4,7	3,8	3,7
Cap-Vert	2,7	2,7	2,2	2,5	2,9
Comores	7,8	14,8	12,6	12,1	9,3
Congo, Rép. dém. du	3,2	6,8	4,7	4,1	4,1
Éthiopie	3,1	5,2	4,9	5,7	4,4
Gambie	5,8	6,4	3,6	3,7	3,8
Ghana	1,4	2,0	4,1	3,7	3,7
Guinée	2,8	2,2	1,9	1,6	1,7
Guinée-Bissau	5,1	10,7	16,8	18,0	15,3
Kenya	2,8	3,8	4,2	3,5	3,3
Lesotho	7,0	5,6	4,8	4,1	3,8
Madagascar	2,6	4,2	2,8	2,9	2,6
Malawi	3,8	2,2	1,7	1,7	1,9
Mali	4,7	6,7	7,4	7,9	6,8
Maurice	3,3	5,7	6,4	5,9	5,2
Mozambique	6,0	5,0	5,7	5,8	4,6
Namibie	1,7	2,6	2,0	1,9	2,1
Niger	1,7	3,0	2,0	1,0	1,4
Ouganda	6,9	7,3	7,8	8,3	8,6
République Centrafricaine	7,0	6,9	7,6	7,5	7,1
Rwanda	4,8	6,9	5,6	7,3	4,7
Sénégal	2,8	3,7	3,6	3,8	4,0
Seychelles	0,8	1,4	1,4	0,7	0,7
Sierra Leone	3,0	3,0	2,0	3,6	2,7
Swaziland	3,0	3,0	1,9	1,8	1,5
Tanzanie	4,6	8,3	10,1	9,1	8,2
Togo	2,4	3,4	2,0	2,9	2,6
Zambie	1,3	4,1	1,7	1,8	1,8
Zimbabwe	0,9	0,5	0,5	0,4	0,4
Afrique subsaharienne	3,7	3,9	3,4	4,3	4,7
Afrique du Sud et Nigéria non compris	3,8	4,5	4,3	4,2	4,4
Zone CFA	2,2	3,4	3,4	3,6	4,4
UEMOA	3,3	5,4	5,0	4,7	4,9
CEMAC	0,9	1,5	1,5	2,4	3,9
SADC	3,5	3,7	3,2	3,5	3,9
COMESA	2,5	3,3	3,0	3,1	3,2
Pays producteurs de pétrole	3,9	3,2	2,8	4,9	5,8
Pays non producteurs de pétrole	3,6	4,2	3,8	4,0	4,1
PPTÉ (pays ayant atteint le point d'achèvement)	3,7	5,1	5,5	5,3	4,9
Régime de taux de change fixe	4,8	5,2	4,7	4,5	5,0
Régime de taux de change flottant	3,3	3,4	3,0	4,2	4,6

Sources : FMI, base de données du Département Afrique, 1^{er} septembre 2005; base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*, 1^{er} septembre 2005. Les données de 2005 sont des projections des services du FMI.



BIBLIOGRAPHIE

- Agence française de développement, Bundesministerium für Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung, U.K. Department for International Development, and World Bank, 2005, "Pro-Poor Growth in the 1990s: Lessons and Insights from 14 Countries." Disponible sur l'Internet : <http://www.worldbank.org/propoorgrowth>.
- Anderson, Kym, Will Martin, and Dominique van der Mensbrugge, 2005, "Would Multilateral Trade Reform Benefit Sub-Saharan Africans," CEPR Discussion Paper No. 5049 (London: Center for Economic Policy Research).
- Calderon, Cesar, and Luis Servén, 2004, "The Effects of Infrastructure Development on Growth and Income Distribution," World Bank Policy Research Working Paper No. 3400 (Washington: World Bank).
- Canning, David, and Esra Bennathan, 2000, "The Social Rate of Return on Infrastructure Investments," World Bank Policy Research Working Paper No. 2390 (Washington: World Bank).
- Energy Information Administration, U.S. Department of Commerce, 2005, *International Energy Outlook, 2005*. Disponible sur l'Internet : [http://www.eia.doe.gov/oiaf/ieo/pdf/0484\(2005\).pdf](http://www.eia.doe.gov/oiaf/ieo/pdf/0484(2005).pdf).
- Fonds monétaire international, 2005, *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, mai 2005* (Washington).
- Greene, Joshua, and Delano Villanueva, 1991, "Private Investment in Developing Countries: An Empirical Analysis," *IMF Staff Papers*, Vol. 38 (1), p. 33–58
- Gupta, Sanjeev, Marijin Verhoeven, Robert Gillingham, Christian Schiller, Ali Mansoor, and Juan Pablo Cordoba, 2000, "Equity and Efficiency in the Reform of Price Subsidies—A Guide for Policymakers" (Washington: International Monetary Fund).
- Gupta, Sanjeev, Catherine Pattillo, and Smita Wagh, 2005, "Aid Flows and Donor Practices: What Do More Than Four Decades Tell Us?" (Washington: International Monetary Fund, à paraître).
- Haacker, Markus, 2004, *The Macroeconomics of HIV/AIDS* (Washington: International Monetary Fund).
- Hadjimichael, Michael T., and Dhaneshwar Ghura, 1995, "Public Policies and Private Savings and Investment in Sub-Saharan Africa: An Empirical Investigation," IMF Working Paper No. 95/19 (Washington: International Monetary Fund).
- Pattillo Catherine, Sanjeev Gupta, and Kevin Carey, 2005, "Sustaining Growth Accelerations and Pro-Poor Growth in Africa," IMF Working Paper (Washington: International Monetary Fund, à paraître).
- Yang, Yongzheng, 2005 "Africa in the Doha Round: Dealing with Preference Erosion and Beyond," paper presented at the Workshop on Ensuring Coherence Between Africa's Trade Agenda and Long-Term Development Objectives, Switzerland, May 13–14.